HAL open science

Représentations, usage et transmission des savoirs territoriaux en Amazonie : RUSTAM

François-Michel Le Tourneau, Stéphanie Nasuti, Guillaume Marchand, Anna Greissing

To cite this version:

François-Michel Le Tourneau, Stéphanie Nasuti, Guillaume Marchand, Anna Greissing. Représentations, usage et transmission des savoirs territoriaux en Amazonie : RUSTAM. [Rapport de recherche] CREDA. 2010. halshs-00637382

HAL Id: halshs-00637382

https://shs.hal.science/halshs-00637382v1

Submitted on 1 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Représentations, usage et transmission des savoirs territoriaux en Amazonie

RUSTAM

Projet Innovant Paris 3 – 2008-2010

Rapport de recherche

François-Michel LE TOURNEAU (coord.)
Stéphanie NASUTI
Guillaume MARCHAND
Anna GREISSING

Sommaire

SOMMAIRE 2

INTRODUCTION 3

I- ETAT DE L'ART 4

A. ANTHROPOLOGIE ET GEOGRAPHIE : ESPACE ET TERRITOIRE COMME NOTIONS COMMUNES 4
B. ANTHROPOLOGIE ET GEOGRAPHIE DES POPULATIONS TRADITIONNELLES : UN ETAT DE L'ART 4

II- COMMUNAUTE ETUDIEE ET PROBLEMATIQUE 6

A. QUELS LIENS ENTRE LES COMMUNAUTES *QUILOMBOLAS* ET LEUR TERRITOIRE ? POUR QUELLES EVOLUTIONS ? 6
B. ABUI, UNE COMMUNAUTE *QUILOMBOLA* DE LA VALLEE DU TROMBETAS 8

III- METHODOLOGIE 13

A. LA COLLECTE DE DONNEES PAR QUESTIONNAIRE 13
B. DU RECUEIL DES « CARTES MENTALES » AUX « CARTES GEOGRAPHIQUES CLASSIQUES » 14

IV- ESPACES D'USAGE, ESPACE DE REFERENCE - RESULTATS 16

A - FREQUENTATION ET USAGES 16
A1- A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE 16
A2- A L'EXTERIEUR DE LA COMMUNAUTE 19
B. PERCEPTION, REPRESENTATION ET APPROPRIATION DE L'ESPACE 21
B1- REPRESENTATIONS GRAPHIQUES 21
B2- NOMINATION DE L'ESPACE 24
B3- PERCEPTION DU CHANGEMENT : VIVRE LE TERRITOIRE, LE POINT DE VUE DES DIFFERENTES GENERATIONS 26

CONCLUSION 30

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 33

ANNEXES 37

INTRODUCTION

La pierre angulaire qui permet l'octroi de droits fonciers spécifiques aux communautés traditionnelles habitant les zones forestières d'Amazonie est la reconnaissance d'un lien spécifique entre ces communautés et leur environnement, dont elles tirent l'essentiel de leur subsistance. Ce lien se déploie dans deux dimensions, la première concrète, représentant leur manière d'interagir avec les écosystèmes afin de satisfaire leurs nécessités, et la seconde « immatérielle », représentant l'ensemble des valeurs que ces sociétés connectent avec le territoire. Dans la mesure où une grande partie de ce lien est constitué d'éléments opératoires, permettant aux populations en question de tirer partie des ressources ou de mettre en pratique divers types de gestion, nous l'appelons « savoir territorial ». Celui-ci comporte des mécanismes socioculturels restreignant l'usage trop intensif des ressources naturelles au même titre que l'accumulation individuelle, et est normalement incorporé par les jeunes générations par des formes de transmission "traditionnelles". Or, les nouvelles générations sont de plus en plus enclines à moderniser leur mode de vie et d'appréhension du monde.

Dans ce contexte, on peut se demander quel est le futur des zones dévolues à ces populations « traditionnelles », mais en rapide mutation, et en particulier comment le « savoir territorial » qui faisait leur originalité, se transmet entre les générations les plus anciennes et les jeunes générations actuelles. Y a t-il rupture complète dans la transmission des savoirs et usages territoriaux ou bien de nouveaux types de dialogue sont observables entre les générations ? Comment la modernisation s'exprime-t-elle ? En quoi s'avère-t-elle plus propice au développement durable des communautés ? Peut-elle vraiment signifier la fin d'une occupation traditionnelle de certains territoires amazoniens ?

Ces questionnements ambitieux sont bien plus larges que le projet RUSTAM. Pour y trouver des réponses, nous nous sommes insérés à un programme de recherche de plus grande ampleur, le projet ANR "Jeunes chercheurs" USART[1]. Dans ce cadre, RUSTAM a fonctionné comme un terrain d'expérimentation, dans le but de mettre à l'épreuve *in situ* la pertinence de nos questionnements, leur formulation ainsi que la méthodologie d'enquête.

Ainsi, le projet RUSTAM s'est posé pour objectif d'analyser la manière dont les évolutions démographiques, éducatives ou sociales affectent les façons d'utiliser ou de se représenter l'espace, tant chez les nouvelles générations que les plus anciennes. Afin de saisir les changements en cours, le parti a été adopté d'aborder ces aspects par le biais d' « ethnocartes », construites par les anciennes et nouvelles générations. Le cas d'étude retenu a été celui de la communauté *quilombola* d'Abui, une petite zone de l'Amazonie forestière et fluviale attribuée récemment (2003) à une communauté descendante de noirs-marrons.

Après avoir présenté la manière dont anthropologie et géographie convergent pour aborder la problématique des populations traditionnelles amazoniennes, nous présenterons, dans la deuxième partie de ce rapport, la méthodologie adoptée. En combinaison avec un questionnaire plus général sur les pratiques spatiales, nous montrerons de quelle manière nous avons associé cet outil à ceux de la cartographie moderne (tels que les GPS ou les images satellites). La troisième partie sera consacrée à la présentation de nos résultats. Nous tracerons les grandes tendances expliquant la fréquentation de l'espace à l'intérieur et à l'extérieur de

[1] Des Anciens aux Modernes ? Transmission des usages, des savoirs et des représentations du territoire en Amazonie (Brésil/Guyane)

la communauté, par génération et par sexe. Nous verrons ensuite comment la façon de représenter graphiquement cet espace ou de le nommer peut varier en fonction de l'âge, du sexe et des pratiques sur l'espace, mais aussi s'avérer révélateur de l'histoire locale. Enfin, nous conclurons en abordant le changement, tel que perçu – sous des différentes formes – par les différentes générations.

I- Etat de l'art

A. Anthropologie et géographie : espace et territoire comme notions communes

Anthropologie et géographie se retrouvent facilement autour des notions d'espace et de territoire, mais leur interaction n'a que peu été théorisée depuis une vingtaine d'années. Nous songeons à l'approche culturelle de la construction du territoire et de ses enjeux symboliques, qui puise ses racines dans une tradition anglo-saxonne de « Géographie culturelle » (Denevan, 1983) et « d'Ecologie culturelle » (Balée, 1994), dont le principal représentant français est Philippe Descola (1986). Mais son point de départ est souvent la constatation d'une aporie géographique, comme le note *a posteriori* Tor H. Aase (1994) "*The discourse on space in geography has reached a dead-end because it asks a wrong set of questions. Instead of asking which notion of space is the correct one, we should rather look upon space as a cultural construction [...].*" Pourtant tous les géographes ne tombent pas sous cette critique, plusieurs d'entre eux ayant exploité de manière intéressante les constructions culturelles de l'espace, comme Berque (1982), Bonnemaison (1986), ou plus récemment Collignon (1996). D'autres concepts permettront de monter des passerelles entre les deux sciences, notamment le concept « d'adaptation » (de l'homme à son environnement) ou celui « d'écosystème ». Mikesell, dès 1967, insistait sur le potentiel des études en commun, potentiel résumé en 1977 par Grossman : "*Developments in cultural ecology have been mainly divergent; geographers have stressed the theme of man's adaptation of nature, whereas anthropologists have investigated man's adaptation to nature. Concomitant with the rise in popularity of General Systems Theory and the ecosystem approach, ecological thinking in the two disciplines again began to converge, with emphasis on ecological and systemic frameworks*".

B. Anthropologie et géographie des populations traditionnelles : un état de l'art

On peut s'étonner que la question des « populations traditionnelles » amazoniennes n'ait pas été l'objet de plus d'études conjointes entre géographes et anthropologues. En effet, la définition même de ces communautés introduit immédiatement la dimension spatiale, la préservation des coutumes et traditions étant subordonnée à la délimitation d'un « territoire traditionnel », ce qui suppose la prise en considération, non seulement d'une organisation sociale, mais aussi d'une interaction entre une société et son environnement naturel. L'importance de cet espace pour les communautés concernées est soulignée par Jolivet et Léna (2000 : 9) : « *la continuité de l'occupation d'un même espace [...] permet la transmission de*

valeurs et de significations localement référencées, assurant la pérennité de la représentation collective de soi et de l'identification au lieu ».

La plupart des nombreuses études sur les populations traditionnelles d'Amazonie est cependant réalisée dans une perspective purement anthropologique, dans la lignée de Galvão (1955), pionnier des études sur les populations traditionnelles, puis, notamment, de Maués (1977). Plusieurs de ces études analysent les transformations historiques et écologiques de l'espace amazonien, tant du point de vue indigène (Grenand, 1980 ; Taussig, 1987, Gow, 1991 ; Rival, 1993) que de celui des autres « populations traditionnelles » (Hurault, 2000). Pour ces dernières, l'influence de Wagley (1974), Moran (1974) et Parker (1985) – inventeur du mot « caboclisation » – amènera à centrer les études sur les adaptations locales et la faculté de *résilience* (voire d'amnésie) qui permet, précisément, de s'ajuster aux nouvelles conditions socioéconomiques dans un milieu en mutation (Harris, 2006). Cette perspective est centrale dans l'ouvrage de Adams, Murrieta et Neves (2006), et permet de rapprocher le questionnement sur les populations traditionnelles de celui portant sur les indigènes rémanents et les *quilombolas* ou Noirs issus du marronnage (Cavignac, 2005). D'autres approches fertiles des mêmes objets d'étude, proposent des inventaires des connaissances traditionnelles (Fleury et Poncy, 1998 ; Fleury et Moretti, 2006), ou des contributions plus proprement juridiques dans la lignée de la CDB, en particulier Lima (2002), Buchillet (2002), Hall (2004), ou Irving (2006), cette dernière abordant la complexité supplémentaire des unités de conservation transfrontalières.

Des tentatives de la part de géographes pour s'intéresser au même champ ont existé, mais elles sont peu nombreuses. Ainsi, dès la fin des années 60, les chercheurs anglo-saxons se penchaient sur l'interaction homme/espace dans une perspective adaptative, problématique exposée par Denevan (lui-même ayant étudié des populations amérindiennes) en 1983 : "*A potentially useful concept for cultural geography is that of adaptation, or strategy for survival, with attention to variation and its origins, the process of selection from variation, and either change or resilience in the face of environmental change*". Plus récemment, des travaux français ont abordé la cartographie et la géographie symbolique (Robert & Laques, 2003 ; Kohler, 2007) et la notion de dynamique de l'espace grâce aux concepts « d'itinéraire » et de « circuits » (Orru, 2001). La description des systèmes d'usage des ressources de la part de communautés amérindiennes a permis un travail interdisciplinaire permettant de mettre en relief le caractère « réticulaire » de l'espace utilisé par les Yanomami (Albert et Le Tourneau, 2007).

Parallèlement, plusieurs approches portent sur le processus de « territorialisation » (João Pacheco de Oliveira, 1998 et 1999) auquel se plient les populations traditionnelles selon les prescriptions légales. Afin de faire valoir leurs droits fonciers, celles-ci doivent en effet faire montre de leur savoir territorial, qui devient l'élément essentiel de leur différenciation. Jean-Philippe Belleau (2007 : 341) nomme le même processus « cadrage territorial » et le définit comme un « *cadre territorial qui devient un cadre identitaire puisque l'alignement permet une adhésion à la structure mobilisatrice proposée alors aux peuples amazoniens* ». Cette approche se révèle extrêmement fertile également pour l'étude des populations traditionnelles et *quilombolas*, comme en témoigne les nombreux travaux publiés par Aubertin, Emperaire, Pinton et Lescure (Pinton & Emperaire, 1992 ; Pinton & Lescure, 1993 ; Emperaire & Lescure, 1994 ; Pinton, 2003 ; Aubertin & Pinton, 2006), et du côté brésilien, par Araujo (2006) qui rappelle à ce propos la complexité des sociétés concernées : « *La complexité des rapports sociaux et politiques concernés par la création de « réserves extractivistes » et d'autres unités foncières*

destinées à l'utilisation directe par des populations locales semblerait ainsi souvent infirmer la simple dichotomie entre une population « traditionnelle » (dont les intérêts s'orientent vers la seule conservation des ressources naturelles) versus l'action de prédateurs capitalistes. ».

On se trouve alors dans une réflexion qui mêle, une fois encore, géographie et anthropologie, cette fois dans un contexte de mobilisation politique où la localité devient un enjeu central pour les nouvelles formes de gouvernance, réflexion qui a produit différents ouvrages interdisciplinaires du plus haut intérêt. Signalons les ouvrages publiés par Alphandéry & Bergues (2004), Bensa & Fabre (2001), et Jolivet & Léna (2000) pour qui la juxtaposition des notions d'identité et de territoire renvoie généralement à « *un espace communautaire spécifique, à la fois fonctionnel et symbolique* », permettant de « *définir un 'Nous' différencié et un sentiment d'appartenance* ». L'interrogation sur la question du développement durable a permis également une approche comparée entre les deux sciences, comme le montre le texte de Greissing, Kohler et Le Tourneau (2008).

On le constate à lire cet état de l'art, la question de la transmission des savoirs territoriaux n'a pas jusqu'ici été abordée de front, mais uniquement de manière marginale, l'école anglo-saxonne suggérant une redéfinition du rapport à l'espace en fonction des contextes changeants, les écoles brésilienne et française s'intéressant davantage aux stratégies d'incorporation et de transposition de valeurs imposées par l'extérieur. Pour le dire autrement : l'environnement médiat et immédiat est pris tantôt pour une donnée du réel (école anglo-saxonne) tantôt appréhendée en termes de représentation (écoles brésilienne et française). Un autre clivage se trouve au niveau des stratégies d'adaptation, tantôt perçues comme évolutives, tantôt comme dérivant de registres d'ordre mythique ou cosmologique, tantôt en termes de mobilisation contextuelle.

La question des changements dans les populations traditionnelles est abordée par plusieurs auteurs (par exemple Piaros), mais elle n'est pas toujours traitée sous la forme d'une opposition entre générations. Celle-ci est apparue assez clairement lors de missions réalisées à São Francisco do Iratapuru et dans la Terre Indigène Yanomami lors du projet DURAMAZ, ce qui a permis de la proposer comme hypothèse de travail pour le projet RUSTAM.

II- Communauté étudiée et problématique

A. Quels liens entre les communautés quilombolas et leur territoire ? Pour quelles évolutions ?

L'hypothèse fondamentale qui structure ce projet de recherche a été l'existence d'un lien spécifique entre les communautés *quilombolas*[2] d'Amazonie brésilienne et leur territoire. Ce lien se déploie à travers deux dimensions. La première est concrète, elle représente la manière dont ces populations interagissent avec les écosystèmes d'où elles tirent l'essentiel de leur subsistance (les usages du territoire). La seconde est « immatérielle », elle fait référence à l'ensemble des valeurs que ces sociétés leurs associent (les représentations du territoire). Les deux ensembles ne sont pas étanches l'un à l'autre, dans la mesure où les représentations

[2] Populations issues du marronnage.

contiennent souvent des éléments opératoires, permettant aux populations en question de tirer partie des ressources ou de mettre en pratique divers types de gestion. Au vu de l'interdépendance des deux dimensions, nous avons donc décidé de les unifier sous le concept de « savoir territorial ». Celui-ci inclut les connaissances et les pratiques spécifiques des populations, qui sont transmises des générations plus anciennes aux plus jeunes par des formes « traditionnelles » de transmission (Diegues & Arruda, 2001). Par « traditionnelles » on entend ici des modalités d'enseignement non formelles de savoirs vernaculaires (savoir-faire et vocabulaire spécifiques), transmis tant par voie orale (récit), que par la pratique partagée d'un espace ou d'une activité.

Suite aux évolutions démographiques et socioéconomiques en cours en Amazonie brésilienne, plus particulièrement au cours des dernières décennies, les savoirs territoriaux sont eux-aussi susceptibles d'avoir changé en s'adaptant aux nouveaux contextes. En effet, parallèlement à leur inclusion dans des dispositifs destinés à les protéger (et, paradoxalement, souvent à cause de ceux-ci), une grande partie des communautés dites traditionnelles se trouve confrontée à un changement social rapide lié à leur rapprochement du reste de la société. L'amélioration des communications, tant en ce qui concerne les transports que les télécommunications, mais aussi la généralisation de la scolarisation pour les jeunes générations (Kohler, 2006) modifient de manière importante le cadre culturel, et l' « appel de la modernité » est fortement ressenti. La fin de l'isolement de ces populations entraîne un régime de « compénétration mutuelle » (Caillon, 2005) qui ne permet plus d'envisager une évolution de ces dernières en parallèle du reste de la société en raison de la multiplication des flux de connaissances, de techniques, de matériels vivants ou inertes, volontaires aussi bien qu'involontaires.

Comment s'exprime alors la « modernité » dans les territoires *quilombolas* du Haut Trombetas ? Dans ce contexte, l'enjeu environnemental est fondamental. En effet, les savoirs territoriaux des populations traditionnelles et le fait que ceux-ci ne semblent pas endommager l'environnement justifient le statut foncier exceptionnel[3] qui leur est concédé. Par ailleurs, les territoires forestiers isolés disposant d'un statut foncier spécifique (terres indigènes, *quilombolas*) semblent jouer en faveur de la protection environnementale. Cela est particulièrement vrai pour le maintien de la canopée, pour le reste, la gestion de la faune et de la flore, les avis divergent quelque peu (Gerhardt, 2008). Comme les taux de déforestation sur les territoires qu'elles occupent sont faibles, ces populations se voient souvent attribuer par le reste de la société une certaine sagesse environnementale. En témoigne l'amalgame fréquemment réalisé entre les territoires spéciaux destinés aux amérindiens ou aux *quilombolas* avec les aires protégées. Or, les contraintes de préservation inhérentes au statut d'aires protégées ne pèsent pas officiellement sur les terres indigènes ou *quilombolas* ; l'entretien des écosystèmes dépend alors uniquement de la capacité d'autogestion des populations locales. La transformation des usages peut donc potentiellement avoir une influence sur l'avenir des espaces en question. L'enjeu est de taille car les territoires concernés sont immenses, en particulier dans les régions du nord de l'Amazonie. On sait par ailleurs le rôle important joué par ce biome dans les dynamiques biologiques et climatiques mondiales (Laurance, 2001 ; Gullison *et al.*, 2007).

[3] La Constitution de 1988 a reconnu aux populations descendantes d'esclaves marron, les populations *quilombolas*, le droit de devenir propriétaires des territoires traditionnellement occupés, au titre du « préjudice historique » subi par l'esclavage. Les titres de propriété octroyés prennent la forme de « titres collectifs ».

Le projet RUSTAM s'était posé comme objectif d'analyser dans quelle mesure les changements politiques, économiques et socioculturels récents ont effectivement changé le rapport à l'espace, ainsi que les représentations du territoire, tant chez les anciennes que chez les jeunes générations. Dans ce contexte, nous sommes partis du principe que d'éventuels changements dans les pratiques et les savoirs des jeunes générations ne correspondaient pas systématiquement à une perte sèche des connaissances traditionnelles. Ces transformations des usages et des représentations pouvaient aussi être vues comme des formes d'adaptation à des contextes changeants ou à des informations nouvelles. De même, nous avons considéré que la modification de la tradition n'était pas forcément un phénomène négatif, certaines pratiques particulièrement anciennes étant plus ou moins dommageables à l'environnement (Baco et al., 2007).

Afin de suivre l'évolution des savoirs et des pratiques territoriales, notre recherche a été articulée autour de trois éléments principaux. Premièrement, un travail important autour de la cartographie culturelle, aussi appelée ethnocartographie (De Robert et Laques, 2003 ; Schippers, 2004) a été entrepris. Cela consiste à s'intéresser à la manière dont les populations racontent ou se représentent (cartes mentales) les lieux qu'elles fréquentent. Deuxièmement, une étude toponymique, partant du principe que la manière de nommer les lieux est une forme d'appropriation et de structuration de l'espace par les populations en question. L'analyse des toponymes peut donc apporter des éléments pertinents d'interprétation quant à l'attachement spécifique des différents groupes de population au territoire. Enfin, un troisième axe de recherche sur le terrain concernait les évolutions subies au cours du temps autour des thèmes suivants : les mobilités, la façon de pratiquer les activités de subsistance, la transmission des techniques et des savoirs, la façon de percevoir l'espace environnant.

B. Abui, une communauté quilombola de la vallée du Trombetas

A l'époque précolombienne, la vallée du fleuve Trombetas est occupée par différents groupes amérindiens (Porró, 2008). A partir du début XVIIe siècle, les européens occupent la vallée de l'Amazonas en établissant des plantations de cacao et des ranchs d'élevage dans la région de Óbidos, Santarém et Belém. Dès cette époque, des esclaves africains sont progressivement « importés » du Golfe de Guinée.

Mais rapidement, les évasions d'esclaves se multiplient, lesquels s'organisent en communautés le long des fleuves affluents de l'Amazone. Avec la multiplication des expéditions punitives, les groupements de fuyards s'éparpillent et s'éloignent, remontant le cours supérieur du fleuve Trombetas, à la recherche d'un refuge sûr en amont des principales cascades où la navigation devient particulièrement difficile. Ainsi, le modèle d'occupation *quilombola* dominant se caractérise par une dispersion de l'habitat et une dissimulation des villages et maisons dans des zones d'accès plus difficile (notamment sur les berges des lacs secondaires cachés derrière une lisière de forêt).

Dans ce contexte, les archives historiques du XVIIIe et XIXe siècle témoignent de conflits (Coudreau, 1900) mais aussi du partage du territoire entre populations marrons et amérindiens (Funes 2004; Wanderley 2008). Les amérindiens (notamment des ethnies Xarumas, Pianagotó, Tunaianas, Tiryjó), circulant entre le Surinam et la vallée du Trombetas, entretiennent des réseaux d'échange avec les commerçants et les *quilombolas* (Gomes 1999).

A cette époque, le pouvoir des propriétaires des plantations s'est déjà considérablement étiolé dans la région car les cours du cacao se sont affaiblis. Parallèlement, l'économie liée à la collecte de la noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*) prend de l'ampleur, et la révolte de la Cabanagem (1835-1840) désorganise le régime esclavagiste. L'interdiction du trafic négrier (1850), les diverses lois assouplissant la condition des esclaves et enfin l'abolition de l'esclavage (1888) conduisent à un déplacement des communautés marrons. En effet, n'étant plus directement menacés, les *quilombolas* abandonnent les territoires de l'amont aux populations amérindiennes et réinvestissement progressivement le cours moyen du Trombetas (Coudreau, 1900). S'appuyant sur les communautés situées en aval de Cachoeira Porteira, les *quilombos* s'organisent en réseau le long du fleuve pour faciliter le commerce désormais libre, avec les villes de la région, notamment Óbidos. A partir de 1870, les *quilombolas* établissent davantage de relations avec les missionnaires et les commerçants des centres urbains pour échanger leur noix du Brésil, tabac et coton contre des biens manufacturés (Acevedo et Castro 1997). L'embouchure de l'Erepecuru est alors le point de réunion des commerçants itinérants. Les commerçants blancs s'installent ensuite progressivement dans le cours inférieur du Trombetas et dans la ville d'Oriximiná, créée en 1877 (Wanderley, 2008).

La pacification des *quilombolas* avec la société brésilienne ne leur apporte néanmoins pas la sécurité foncière. A partir de 1920, les familles de commerçants s'approprient progressivement les terres du moyen Trombetas pour développer l'élevage et contrôler l'ensemble des châtaigneraies. Ce faisant, elles réalisent une véritable expropriation sur le plan cadastral (et non pas sur le terrain car les commerçants ont besoin de main d'œuvre), en s'appuyant sur le fait que les *quilombolas*, qui occupent effectivement ces espaces, sont identifiés comme des collecteurs et non comme des agriculteurs ; ils ne peuvent donc pas revendiquer la possession de leurs territoires (Acevedo et Castro 1997). Selon le système de l'*aviamento*[4], répandu dans l'ensemble de l'Amazonie, les collecteurs qui exploitent la noix du Brésil sur les terres d'un commerçant, sont obligés de lui livrer exclusivement leur production et de s'approvisionner dans son entrepôt (Geffray 1995). Vers les années 1950, et alors que le commerce de la noix du Brésil ralentit, un processus de concentration foncière semble s'opérer. José Machado, un commerçant portugais, est en effet à cette époque connu pour être le « maître » de toutes les châtaigneraies du Trombetas (Funes 2004). Son hégémonie est brève, car le système de patronage disparaît peu à peu au cours des années soixante et soixante-dix.

Depuis, la situation foncière de la région du Trombetas a été plusieurs fois redéfinie. Les premiers changements sont liés à l'installation en 1976, d'un complexe minier d'extraction de bauxite situé sur la rive droite du fleuve. Peu après, afin d'équilibrer cette implantation sur le plan écologique, le gouvernement fédéral instaure, en 1979 et en 1989, deux aires protégées de part et d'autre du fleuve, entraînant l'expropriation, parfois violente, des communautés en place.

En réaction aux expulsions, le mouvement social local prend de l'ampleur durant les années 1980. Organisés par l'Eglise catholique, les *quilombolas* créent une association (Associação das Comunidades Remanescentes de *Quilombos* do Município de Oriximiná - ARQMO) en 1989. Ils militent pour la promotion de l'identité noire, la régularisation foncière des communautés rurales et le développement des activités économiques et culturelles. En 1995, avec le soutien d'ONG nationales, la communauté de Boa Vista est la première terre *quilombola* à être

[4] Relation de domination entre l'extractiviste et son patron, basée sur l'échange inégale de la production de noix contre des denrées alimentaires conduisant à une dette éternelle du premier vis-à-vis du second.

titularisée sous ce statut au Brésil, ouvrant la voie aux autres communautés de la région[5] ; celles situées dans les aires de conservation demeurent cependant dans une impasse juridique.

Une communauté construite récemment

L'occupation contemporaine du lac d'Abui par des *quilombolas* est tardive par rapport aux villages environnants, datant probablement des années 1940. En effet, les habitants d'Abui de plus de 60 ans sont tous originaires de communautés voisines, notamment Tapagem, Mãe Cué, Serrinha et Jamari. Ils fréquentaient à l'époque occasionnellement le lac d'Abui pour pêcher, récolter des œufs de tortue et des noix. D'après l'ensemble des témoignages locaux, la famille fondée par Bernardinho Adão et Joana Adão est la première à s'être installée durablement à Abui, en 1944, sur des *terras pretas*[6] connues des habitants de Tapagem. Ces lieux sont aujourd'hui signalés par les plus anciens vergers de manguiers et unes des plus vieilles forêts secondaires du village.

A cette époque, la région est habitée par trois familles : Zé Machado installé sur les châtaigneraies du lac Jacaré (incluant le lac d'Abui), la famille Souza d'Oriximiná sur le lac Farias (près de Tapagem) et Guruchi sur le Quecêzinho. Ce dernier, en tant que commerçant, a son entrepôt sur une île du lac qui est aujourd'hui l'île du centre communautaire. En concomitance avec le déclin du système du patronage, l'entrepôt d'Abui ferme en 1967 et le contremaître part. Profitant de la brèche dans le monopole des commerçants d'Oriximiná, des commerçants itinérants (*regatões*) commencent à apparaître, donnant le coup d'envoi à une période considérée par certains membres de la communauté comme l'âge d'or – ou la « libération des châtaigneraies » –, car ils peuvent obtenir de meilleurs prix en mettant en concurrence ces divers acheteurs. Cette niche économique perdure jusqu'à la fin des années 1990, l'ARQMO ayant ensuite mis fin à ce type de commerce, au motif qu'elle encourage la dépendance des foyers à ces commerçants.

La population d'Abui augmente progressivement à partir des années 1960, mais l'occupation s'avère relativement discrète jusqu'aux années quatre-vingts. Jusqu'à cette époque, sur les cartes topographiques officielles (RADAM-Brasil, 1976; IBGE, 1950; Clube-de-Engenharia-de-Rio-de-Janeiro, 1922), le lac d'Abui est soit absent, soit dessiné mais non nommé, tandis que le lac voisin de Tapagem, plus petit, est systématiquement indiqué et nommé, caractérisant ainsi une occupation plus ancienne et plus dense.

D'après les récits locaux, Abui compte environ douze maisons en 1970. Certaines familles viennent de Paraná do Abui et de Tapagem pour profiter de ressources plus abondantes (châtaigneraies, poissons et terres cultivables). Selon nos enquêtes, 24% des habitants d'Abui sont nés à Tapagem. Mais la croissance d'Abui est aussi due à l'expulsion des habitants du Lac Jacaré à l'époque de la création de la réserve biologique Trombetas, sous les menaces d'un individu se désignant comme propriétaire de la zone. Celui-ci aurait également tenté d'intimider les habitants d'Abui, ce qui a conduit en 1982, à une forte mobilisation sous l'égide d'un religieux, le père Patrício, arrivé en compagnie du Syndicat des Travailleurs Ruraux pour informer les habitants de leurs droits et les inciter à s'organiser en communauté indépendante.

---

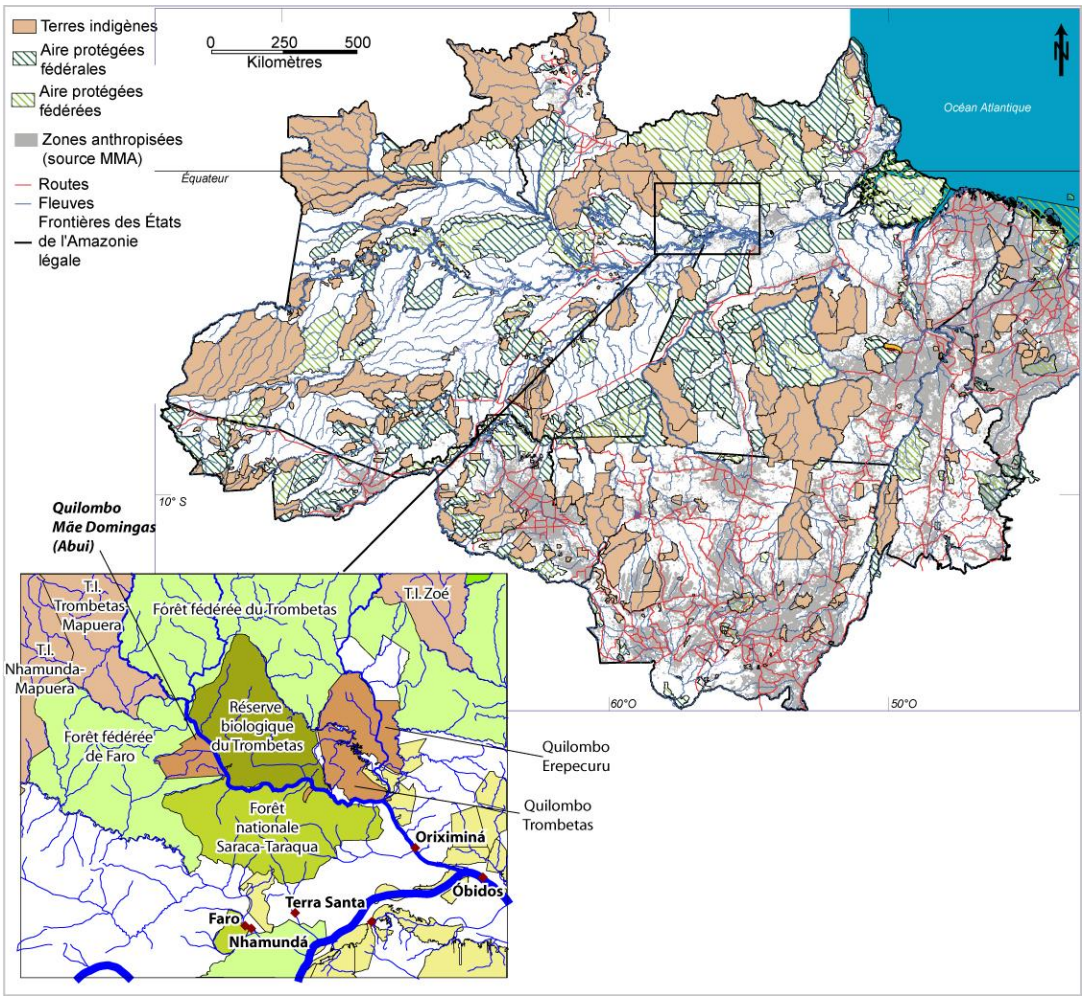
[5] Il semblerait que les limites des terres *quilombolas* du Trombetas correspondent souvent aux propriétés acquises par les familles commerçantes d'Oriximiná {Acevedo, 1997 #2466}..

[6] Sol anthropogénique d'origine précolombienne, d'une fertilité exceptionnelle que l'on rencontre dans certaines zones du bassin amazonien (Fraser et al. 2007). La présence de *terras pretas* dans la vallée du Trombetas indique une occupation amérindienne ancienne. Compte tenu des recherches déjà menées sur les pratiques anciennes et actuelle de gestion de la fertilité et des recrûs forestiers par les amérindiens en Amazonie {Balée, 1994 #287}, la forte densité de châtaigneraies dans le Trombetas pourrait également être due à la présence amérindienne.

Pour la quasi-totalité de ces derniers, la venue du père Patrício et la première messe réalisée dans l'église d'Abui marquent l'ouverture d'une nouvelle ère. Pour eux, ce geste représente l'acte fondateur de la « communauté d'Abui ». C'est encore l'église catholique qui insère la communauté dans le mouvement national des descendants de *quilombolas* et permet à la mémoire identitaire de l'esclavage de s'exprimer sur place, alors qu'elle était très diffuse auparavant. Grâce à leur participation aux assemblées des « racines noires » (*raizes negras*), les habitants d'Abui redécouvrent leur identité et expriment de manière de plus en plus nette au début des années 1990 leur revendication territoriale sous la forme d'une demande de reconnaissance d'un *quilombo*.

Pour des raisons de distance et d'engagement dans les activités collectives, la communauté se sépare ensuite de Paraná do Abui, sa jumelle. Aujourd'hui l'école d'Abui concurrence celle de Tapagem et de nouvelles familles continuent régulièrement de s'y installer. La situation foncière d'Abui est régularisée en 2003.

Devant la dévalorisation des produits de l'extractivisme et l'augmentation des besoins monétaires, les *quilombolas* d'Abui doivent trouver de nouvelles activités souvent en conflit avec la démarche de patrimonialisation de leur territoire. En parallèle, on observe également une modification des espaces fréquentés par les membres de la communauté, en lien avec de nouveaux fonctionnements sociaux. En somme, c'est l'ensemble de la territorialité *quilombola*, récemment transformée en patrimoine, qui se trouve en pleine redéfinition.



Carte 1 : Contexte régional du terrain d'étude

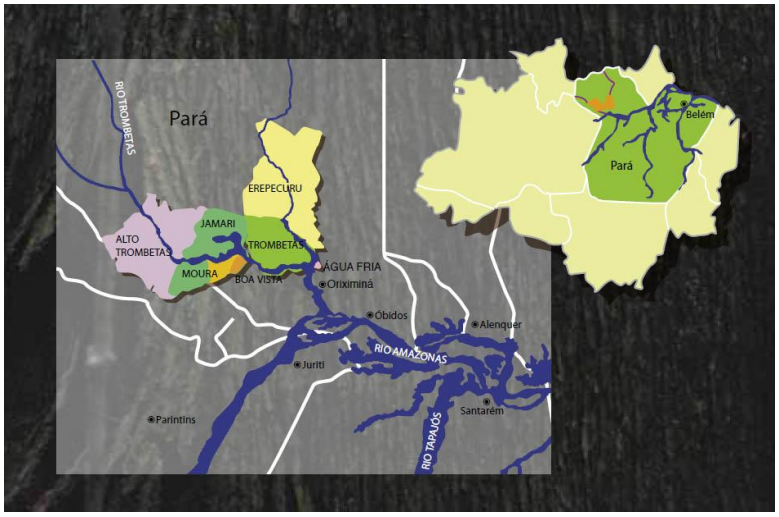
Entre les années 1950 et 1970, les communautés *quilombolas* étaient pratiquement les seules occupantes du cours moyen du Trombetas, entre Boa Vista et Cachoeira Porteira (Acevedo Marin, 2004), qui formait alors une entité indifférenciée. Progressivement, un certain nombre d'espaces, aux statuts et règles spécifiques y ont été découpés. A présent, ceux-ci recouvrent pratiquement la totalité de la vallée du Trombetas, interférant avec le processus de démarcation des territoires *quilombolas* entrepris par l'ARQMO depuis 1995.

En effet, peu après l'installation du complexe minier, en 1979, la réserve biologique Trombetas, une aire de protection intégrale, est instaurée sur la rive gauche du Trombetas (385 000 ha). Ce statut, interdisant la présence et les activités humaines, impliquait l'expropriation des habitants de la zone concernée. Or, ce sont les commerçants, toujours propriétaires officiels des terres, qui ont alors été indemnisés tandis que les nombreux habitants, expulsés, ont été contraints de se réinstaller dans les autres villages (Nasuti, 2005). Le souvenir de ce conflit mine, aujourd'hui encore, les relations entre les habitants et les autorités environnementales, d'autant plus que, dix ans plus tard, en 1989, la création sur la rive droite d'une nouvelle aire protégée, la forêt nationale Saracá-Taquera (429 600 ha), restreint encore les activités autorisées dans la région du cours moyen du Trombetas, même si, cette-fois-ci, elle n'implique pas l'expulsion des villages. Cette même année, la terre indigène Nhamundá-Mapuera (1 049 520 ha) est régularisée au nord du municipe d'Oriximiná.

Dans les interstices laissés par ces zones particulières, cinq territoires *quilombolas* ont pu être délimités à partir de 1995, en application de la Constitution fédérale de 1988 (voir carte 2). Ils regroupent 22 communautés de la vallée du Trombetas sur environ 362 000 ha. C'est par ce biais que le statut foncier de la communauté d'Abui, et de ses quatre voisines[7], a été stabilisé en 2003, grâce à l'émission du titre de propriété du territoire *quilombola* « Mãe Domingas » (61 211,96 ha).

Cependant, cette titularisation représente un demi-succès pour les *quilombolas*, dans la mesure où « Mãe Domingas » était à l'origine inséré dans un territoire plus vaste dénommé « Alto Trombetas » (200 000 ha, voir CPI-SP, 2010). Or, ce processus de délimitation a rencontré une impasse juridique, étant donné que les autres zones réclamées entrent en incidence avec les aires protégées avoisinantes, dont l'altération requiert une intervention du parlement. Deux autres territoires *quilombolas* (Jamari/Ultimo *quilombo* et Moura) se trouvent dans la même situation de blocage : au total, environ 300 000 ha, traditionnellement occupés, sont encore revendiqués par l'ARQMO, avec des perspectives de régularisation limitées.

[7] Communautés de Paraná do Abui, Tapagem, Sagrado Coração et Mãe Cué.



Carte 2 : Les territoires *quilombolas* du haut et moyen Trombetas

La situation foncière est devenue plus complexe encore en 2006, lorsque deux aires protégées d'usage durable (relevant de la compétence de l'Etat fédéré du Pará) ont été instaurées, complétant la mosaïque d'aires protégées de la rive gauche du fleuve Amazone[8]. La forêt fédérée de Faró (635 935 ha) occupe l'espace entre la forêt nationale, le territoire Mãe Domingas et la terre indigène Nhamundá-Mapuera, tandis que l'immense forêt fédérée du Trombetas (3 172 978 ha) prend en écharpe la réserve biologique du Trombetas. Dans cette dernière cependant, le décret de création évoque la possibilité d'une régularisation foncière pour les territoires *quilombolas* (Decreto Estadual n°2607 de 04/12/2006) inclus dans ce périmètre. Pour autant, cette régularisation n'a pas encore été prononcée.

III- Méthodologie

A. La collecte de données par questionnaire

Afin de mettre en exergue la manière dont les lieux sont parcourus, utilisés et connus, mais surtout afin de voir s'il existait d'éventuelles disparités entre les générations et les sexes, un questionnaire a été mis en place. Celui-ci devait être testé et affiné dans le cadre de RUSTAM afin de servir de base d'appui au programme USART[9], programme de recherche de plus grande ampleur (Brésil/Guyane). Le questionnaire qui a été établi est divisé en 4 axes (voir annexe n°1) :

- des informations générales sur les personnes interrogées (temps de permanence dans la localité, âge…) pouvant être utilisées pour d'éventuelles analyses statistiques (par exemple : est-ce que la quantité de lieux fréquentés croît avec le temps passé sur place ?) ;

[8] Deux terres indigènes supplémentaires sont décrétées en 2009 dans la région : la terre indigène Trombetas-Mapuera (3 970 898 ha) et la terre indigène Zo'é (668.565 ha), de part et d'autre de la Flota Trombetas.

[9] Programme « jeunes chercheurs » du CNRS : « *USART, des Anciens aux Modernes ? Transmission des usages, des savoirs et des représentations du territoire en Amazonie (Brésil/Guyane)* » coordonné par François-Michel Le Tourneau, 2009-2012.

- les lieux fréquentés pour les différentes activités quotidiennes, informations qui servent notamment à l'élaboration de certaines cartes mentales (nous y reviendrons) et des cartes « classiques » établies via SIG ;
- les connaissances sur la communauté (historique, festivités particulières, identification des « détenteurs » d'un savoir territorial particulier) ;
- les mobilités en dehors de la communauté afin de mettre en évidence les échanges avec d'autres lieux (notamment la ville) ainsi que les formes de territorialités en vigueur (cas de polycentrisme, motif des installations urbaines…) ;

Afin d'obtenir des informations fines sur les pratiques territoriales, le questionnaire a été prévu en deux versions. La première formule, plus fermée, articulée selon les axes évoqués ci-dessus, est destinée à des traitements plus systématiques et quantitatifs sur les formes et motifs de fréquentation des lieux. Une seconde formule, plus ouverte a été pensée pour des observations supplémentaires et des approfondissements, dépendant de la disposition de l'enquêté à répondre. L'information qui en résulte, de nature plus qualitative, s'avère essentielle pour comprendre comment les personnes vivent à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté.

La méthode d'échantillonnage mise en place sur le site d'Abui, est plutôt pragmatique dans le sens où les entretiens ont été menés selon les opportunités de rencontre, suivant en cela la façon de faire de nos collègues anthropologues. En revanche, nous avons pris soin de limiter les effets générationnels dans la collecte des données auprès des jeunes générations. Nous sommes partis du principe qu'un jeune adulte de 25 ans risquait de ne pas avoir les mêmes pratiques territoriales qu'un adolescent de 15 ans et avons tenu à différencier ces situations au sein du groupe des « jeunes ». Cela s'est avéré particulièrement pertinent car les deux sous-ensembles ont des pratiques spatiales différentes. Dans le premier cas, l'individu possède souvent sa propre famille ou s'est émancipé de la tutelle des parents, ce qui se traduit généralement par la mise en place d'une surface de cultures annuelles (*roça*) indépendante de celle des parents et des lieux d'extractivisme différents (fréquentés avec d'autres jeunes adultes dans la même situation). Pour l'adolescent, qui n'assume pas les responsabilités du chef de famille, la pratique du territoire est toute autre, puisqu'il continue de vivre le territoire « en famille ». La fréquentation des lieux n'est pas autonome, bien que les jeunes garçons aient, en fonction des activités pratiquées, une plus grande palette de mouvements que leurs sœurs, nous y reviendrons.

B. Du recueil des « cartes mentales » aux « cartes géographiques classiques »

Une importance capitale a été apportée à la question devant amener à l'obtention des cartes mentales sur les lieux fréquentés pour les activités de subsistance (question n°12). Plus particulièrement en ce qui concerne sa formulation, le but étant de ne pas interférer dans ce que la personne interrogée pourrait être amenée à placer sur sa carte. Initialement, nous souhaitions privilégier la spontanéité de la représentation afin d'observer les facteurs suivants : les points de repères utilisés (cours d'eau, arbres, habitations…) ainsi que l'ordre d'apparition des lieux (hiérarchie mise en place par le dessinateur). Or, dans un certain nombre de cas cela s'est avéré impossible car la personne interrogée, souvent peu lettrée, peu habituée à tenir un stylo et impressionnée par la feuille de papier blanc, refusait de prendre une quelconque initiative. Afin de maximiser les chances d'obtenir à travers des cartes mentales des informations sur la manière dont les populations se représentent leur territoire, il a alors été

décidé de procéder de différentes manières en fonction des cas de figure rencontrés. Finalement, trois méthodes de dessin ont été retenues :

- La première est entièrement spontanée.
- Dans la deuxième, l'enquêteur sert de dessinateur et suit les instructions de l'enquêté.
- La troisième est orientée par une liste de questions sur les lieux fréquentés et pour quelles activités ils le sont.

Selon la manière dont elles ont été dessinées, la façon d'interpréter les cartes et d'en tirer des conclusions varie grandement. La première est idéale pour les raisons évoquées précédemment : mise en exergue des points de repère et d'éventuelles hiérarchies dans les activités. Dans ce domaine, les deux dernières posent plus de problèmes, présentant chacune des avantages et des inconvénients. Si, dans la troisième, le dessinateur peut se repérer comme il le souhaite, les lieux sont évoqués dans l'ordre souhaité par l'enquêteur. Dans la deuxième, il est possible d'observer l'ordre d'apparition des lieux, mais les points de repères éventuels peuvent être fortement orientés par l'enquêteur. Enfin, nous avons été confrontés à un autre cas de figure : le refus total de participer activement ou passivement à l'élaboration d'une carte quelconque. Les lieux fréquentés pour les activités quotidiennes sont donc évoqués de manière discursive, l'un des objectifs du programme RUSTAM étant aussi de créer des cartes géographiques « classiques » à partir de ces informations orales tout comme celles obtenues via les exercices de cartographie mentale.

Le passage des informations contenues dans les questionnaires et les cartes mentales des populations à des cartes « classiques » (cartes de localisation, cartes statistiques) répond aux étapes suivantes :

1. Premièrement, nous avons établi une liste de tous les toponymes cités par nos interlocuteurs à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté étudiée. Ce travail de listage a été réalisé de différentes manières, certains toponymes ont été évoqués dans les entretiens personnels, d'autres ont émergé lors des travaux collectifs de cartographie (le travail ayant été plus facile à mettre en œuvre en séparant les hommes et les femmes en groupes distincts).
2. Deuxièmement, il fallait localiser précisément ces toponymes. À l'intérieur de la communauté, cela a été réalisé au moyen de GPS. Pour les lieux fréquentés à l'extérieur, nous avons utilisé d'autres sources d'informations géoréférencées comme des cartes topographiques au 1/100 000ème. Pour les lieux qui n'apparaissaient pas dans ces sources cartographiques existantes, un travail de localisation a été réalisé avec des informateurs clés connaissant bien la région. Celui-ci est certes plus approximatif mais reste fiable, du fait des repères utilisés (réseau hydrographique).
3. Troisièmement, une fois les toponymes localisés, ceux-ci ont été placés dans une base de données SIG et les informations les concernant (type d'activité pour lesquels ils sont fréquentés) ont été renseignées via une analyse systématique de nos questionnaires. Deux types de cartes ont alors été produits : des cartes de localisation où figurent seulement les lieux évoqués par nos interlocuteurs, puis des cartes statistiques faisant état des motifs de fréquentation. Bien entendu, comme le programme RUSTAM s'intéresse à la manière dont différents groupes de populations vivent et utilisent certains lieux, des cartes ont été produites pour les jeunes individus et les plus anciens, mais aussi en séparant les hommes et les femmes afin de mettre à jour d'éventuelles différences dans les comportements (voir cartes n°3 et 4).

IV- Espaces d'usage, espace de référence - Résultats

A - Fréquentation et usages

A1- A l'intérieur de la communauté

Le genre, critère de différentiation déterminant dans la fréquentation du territoire

Les questionnaires semblent indiquer qu'une majorité de femmes se déplace moins que les hommes hors du domicile, à la fois en termes de distance et de nombre de sorties. Ainsi, pour une somme de questionnaires à peu près équivalente au sein d'une même génération, les lieux cités pour les différentes activités sont beaucoup moins importants chez les femmes que chez les hommes. D'autre part, le recueil des pratiques permet de mettre en avant le fait que certaines activités demeurent des prérogatives masculines et reflète une « division du travail » au sein du couple, où les épouses se consacrent aux activités domestiques et à l'éducation des enfants au sein du foyer. Ainsi, d'une manière générale, la plupart des femmes interrogées ont des activités moins diversifiées que les hommes. Outre les activités domestiques, celles-ci se limitent à la pêche, l'agriculture et la collecte de la noix. La chasse, la collecte de la résine du breu (*Protium heptaphyllum*) ou de la résine de copaíba (*Copaifera officinalis*) sont presque exclusivement du ressort masculin.

Il convient de souligner que cette division des activités est en partie liée à la persistance de préjugés de différents ordres : les hommes considèrent que les femmes ne sont pas à leur place en forêt et ces dernières considèrent souvent l'*hileia* comme un lieu potentiellement dangereux. Ces idées, partiellement reçues, expliquent que les femmes sont exclues de la pratique des activités qui nécessitent un déplacement autonome en forêt, et sont de fait cantonnées aux lieux les plus proches du domicile. La collecte de la noix du Pará semble être la seule exception car cette activité est pratiquée en famille et requiert la force de travail des épouses et des jeunes filles.

En ce qui concerne la pêche, bien qu'il est fréquent qu'elles accompagnent un parent ou leur époux, les femmes et jeunes filles présentent plus d'autonomie, et il n'est pas rare qu'elles s'aventurent seules à l'extérieur de la communauté, mais à une distance raisonnable (par exemple, jusqu'aux berges du Fleuve Trombetas).

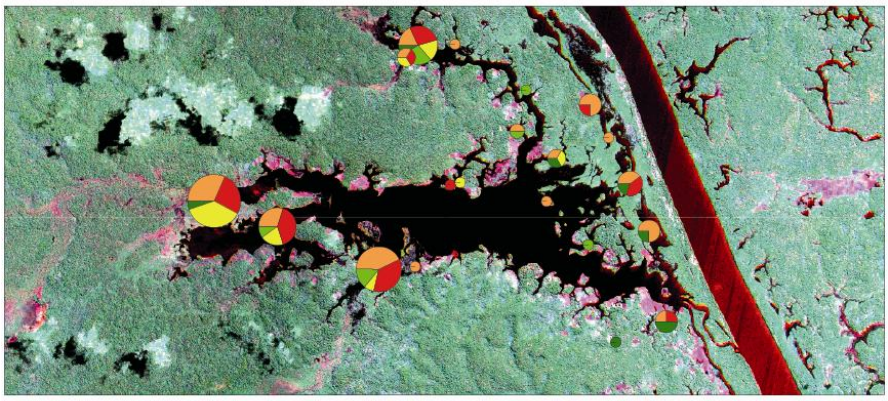
Le genre constitue donc un critère de différenciation important dans la fréquentation du territoire. L'espace de référence des femmes au sein de la communauté se situe dans un périmètre plus restreint, lié aux activités domestiques, à la pêche, aux visites entre amies et voisines, ainsi qu'aux activités de la vie communautaire (école, église, réunions). Tandis que les hommes font facilement référence aux lieux plus lointains qu'ils fréquentent seuls (pour chasser, tirer le breú ou la copaíba), les lieux plus distants évoqués par les femmes répondent généralement à des activités qu'elles pratiquent en couple ou en famille (pêche, collecte de la noix du Pará). Il est fréquent également qu'elles évoquent des lieux sans les connaître, à l'image d'une de nos enquêtée, âgée de 28 ans, qui avoue qu'elle n'est jamais allée dans certains des lieux qu'elle a nommés (comme l'Igino où elle place les confins de la communauté). Selon elle, beaucoup de femmes ont peur de sortir seules, et ne se déplacent que si les hommes proposent de les accompagner. Une partie du territoire d'usage de la communauté leur échappe, les lieux et leurs noms sont connus à travers les récits de leur mari, qui raconte où il

sort pour chasser, pêcher, etc. Peut-on y voir une forme de tutelle masculine ? Jeunes elles se déplacent avec les frères ou le père, plus tard, avec leur mari.
En conséquence, il semble que le périmètre de « déplacement autonome » des femmes soit beaucoup plus restreint et plutôt à proximité de leur domicile ou de celui de leurs parents. Dans ce "périmètre de déplacement autonome", on a remarqué que les femmes ont en général une mauvaise connaissance des noms des lieux, qui reflète mal la connaissance profonde qu'elles peuvent avoir de leur environnement immédiat. Les cartes mentales dessinées par leurs soins traduisent pourtant un rapport fin à l'espace, qui s'exprime par d'autres formes de repères spatiaux ou des formes spécifiques de nomination de l'espace qui ne sont pas ou peu partagées par les hommes.
On a en effet tendance à supposer que le fait de ne pas connaître le nom d'un lieu signifie que celui-ci n'est pas approprié. Pourtant, les femmes interrogées ne savent souvent pas nommer subtilement les lieux qu'elles fréquentent : soit elles ne savent pas les désigner autrement qu'en faisant référence aux toponymes génériques « officiels » [*vou pescar nas Marrecas* (Marrecas faisant ici référence à une partie du lac d'Abui)], soit elles les désignent par des toponymes « personnels » sans savoir mieux les situer/replacer dans l'environnement plus général [*vou pescar na cabeceira da Mamãe* (je vais pêcher dans la crique de ma mère)]. Elles savent pourtant se rendre dans ces lieux et s'y déplacer de façon autonome, font preuve de qualités d'observation ; elles savent y reconnaître les arbres – auxquels elles attribuent des noms individuels – les plantes, connaissent leurs qualités et leurs pièges, tant pour les usages médicaux, de divertissement ou pratiques.

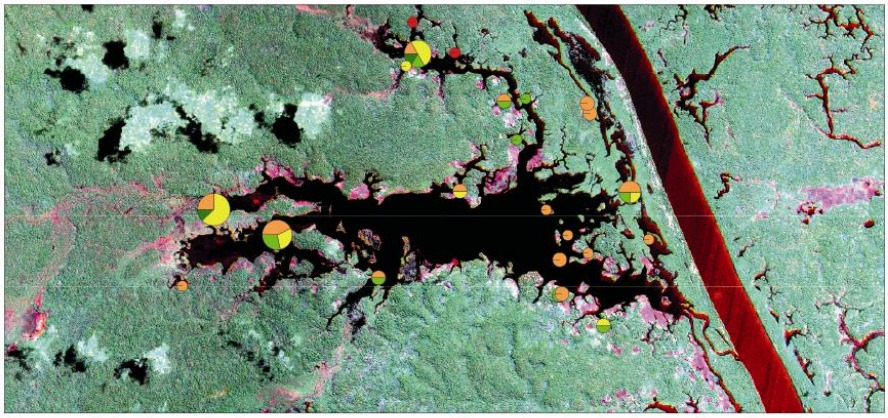
En revanche, la répartition des activités domestiques fait que certaines tâches revenant à l'épouse nécessitent des déplacements réguliers hors de la communauté : faire les courses en ville, amener les enfants chez le médecin ou les maternités (à Tapagem ou à Oriximiná), ce qui oriente également leur pratique de l'espace. La territorialité féminine s'organise ainsi en îlot, l'îlot de la communauté, dans un espace restreint ; les îlots de la ville et des autres communautés.

Carte 1 : Localisation à l'intérieur de la communauté des activités déclarées, par catégorie (jeunes/anciens ; hommes/femmes)

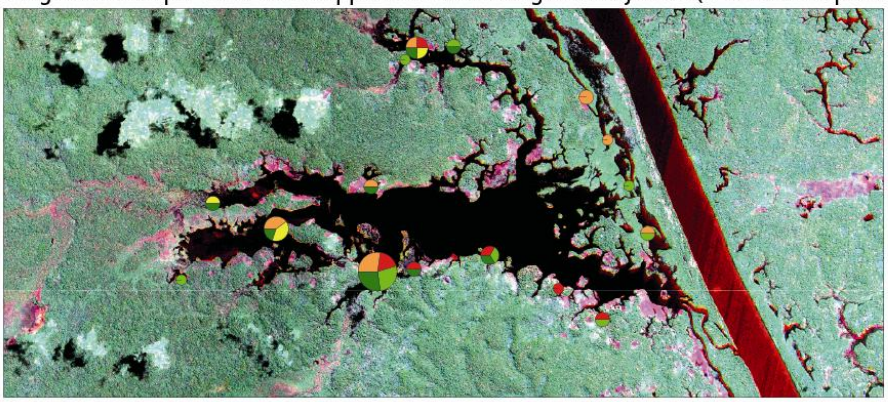
Usages déclarés par les hommes appartenant à la catégorie des anciens (nombre de répondants = 13)



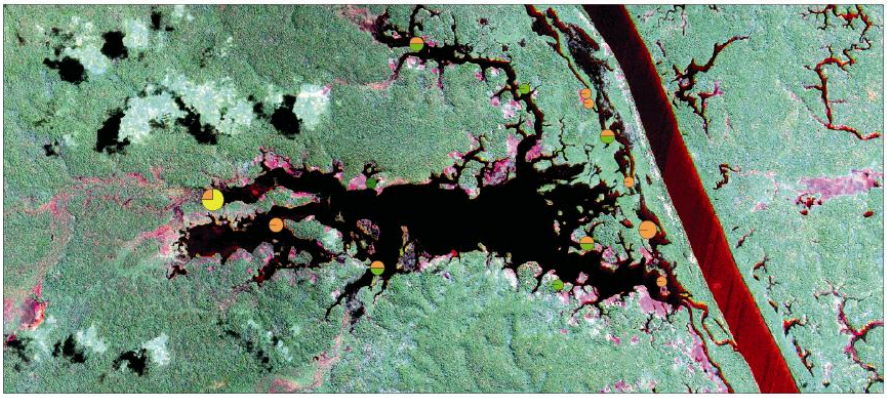
Usages déclarés par les femmes appartenant à la catégorie des anciens (nombre de répondants = 15)



Usages déclarés par les hommes appartenant à la catégorie des jeunes (nombre de répondants = 6)



Usages déclarés par les femmes appartenant à la catégorie des jeunes (nombre de répondants = 4)



Nombre de fois où le lieu a été cité pour les usages suivants

10
5
1

- Pêche
- Chasse
- Agriculture
- Noix du Brésil
- Autres produits extractivistes

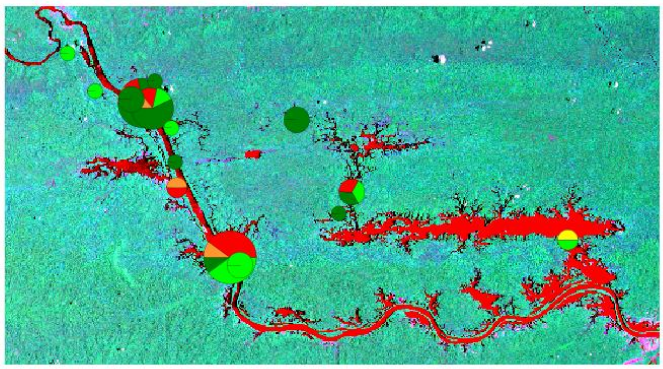
Entre jeunes et anciens, une émancipation des « espaces familiaux » tributaire de l'âge
En parallèle de la question du genre, un fossé générationnel entre jeunes et anciens s'exprime par la localisation des activités et la fréquentation de l'espace. Prenons l'exemple de la chasse. En proportion, cette activité est beaucoup moins citée chez les jeunes générations, ce qui peut être expliqué de différentes manières. Une partie de l'échantillon contient des jeunes individus, et certains parents rechignent à leur laisser utiliser un fusil avant qu'ils fassent preuve d'une certaine maturité (d'autant plus que la loi impose d'avoir 18 ans). De même, les parties de chasse sont souvent nocturnes et peuvent perturber l'assistance à l'école… À noter également que les zones de chasses citées par les jeunes générations sont plus proches des zones les plus peuplées du lac alors que celles des parents sont plus éparpillées. Il se peut donc que lorsque les jeunes individus sont invités à aller chasser, ils le fassent à proximité de chez eux ou de la maison d'un parent.
Pour les autres activités extractivistes (breú, copaíba), la différence la plus significative est que les parents vont beaucoup plus à l'extérieur de la communauté (et notamment au sein de la réserve biologique du Trombetas) que les jeunes. Cela est lié au fait que les anciens vont braconner dans des expéditions discrètes (de nuit avec des bateaux à rame), de longue durée (parfois une semaine) ce qui demeure incompatible avec les calendriers scolaires. De plus, il est possible d'imaginer que la présence de mineurs dans ce genre d'expédition illégale pourrait être un facteur aggravant en cas de flagrant délit. Les jeunes qui se livrent à la collecte du breú ou de la copaíba le font souvent accompagnés de leurs parents ou dans les lieux fréquentés par ces derniers (Igino, Quecêzinho). Tandis que les plus âgés ont déjà leurs propres endroits de prédilection (Vitalina), les jeunes individus explorent plutôt les alentours de leurs maisons (Paulo, Marrecas…).Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'âge des enquêtés parmi le groupe des « jeunes » est un facteur de poids dans la fréquentation des lieux. Les personnes plus âgées auront tendance à s'émanciper des lieux fréquentés par leurs parents pour les activités de subsistance, l'ouverture d'une surface de cultures annuelles différente de celles des parents est un signal fort dans ce domaine.

A2- A l'extérieur de la communauté

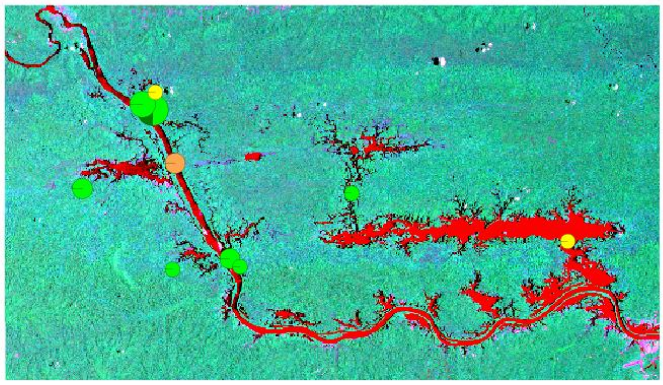
La fréquentation des lieux extérieurs à la communauté est fortement contrainte par la configuration foncière : comme nous l'avons vu dans la section II.B, la communauté d'Abui est entourée d'aires protégées, où la fréquentation et l'usage de ressources sont fortement contrôlés. Néanmoins, en dépit de ces restrictions, les déplacements hors de la communauté sont essentiellement liés aux prélèvements des ressources naturelles (chasse, pêche, extractivismes). Par la nature des activités pratiquées, ce type de déplacement est essentiellement masculin et s'inscrit dans la continuité des observations faites dans la section précédente : les femmes, les jeunes filles et les jeunes garçons ne s'aventurent que très peu à l'extérieur de la communauté pour les activités observées.
En matière agricole, seuls quelques cas de familles ayant plusieurs résidences, qui cultivent hors d'Abui, ont été recensés. Cela s'explique par plusieurs facteurs : premièrement, l'interdiction des *roças* sur une large partie de la périphérie d'Abui (aires protégées); deuxièmement, la volonté de pouvoir garder un œil sur les cultures mises en place (éviter les vols…) ; troisièmement, la disponibilité en terre aux abords du lac (pas besoin de chercher ailleurs).

Carte 2 : Localisation à l'extérieur de la communauté des activités déclarées, par catégorie (jeunes/anciens ; hommes/femmes)

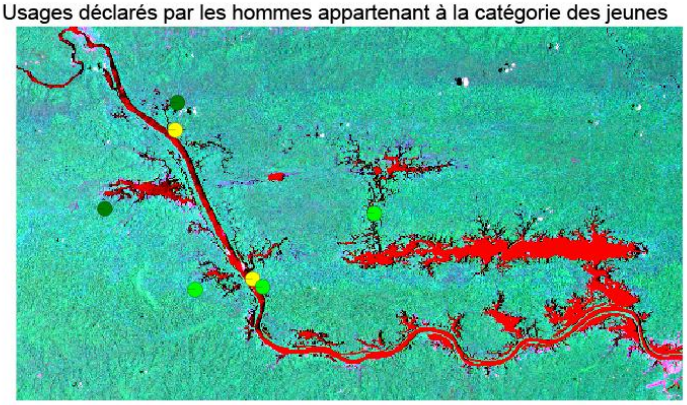
Usages déclarés par les hommes appartenant à la catégorie des anciens



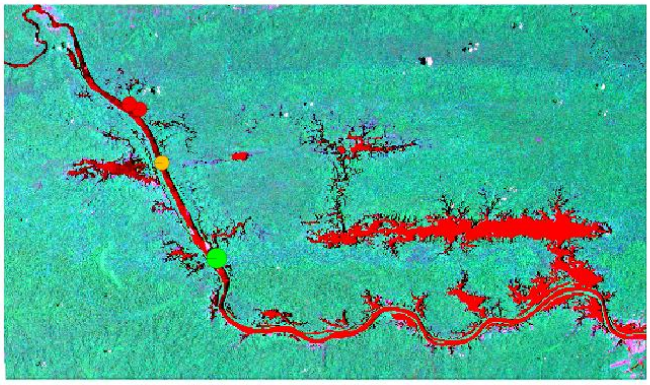
Usages déclarés par les femmes appartenant à la catégorie des anciens



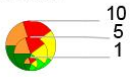
Usages déclarés par les hommes appartenant à la catégorie des jeunes



Usages déclarés par les femmes appartenant à la catégorie des jeunes



Nombre de fois où le lieu a été cité pour les usages suivants



- Pêche
- Chasse
- Agriculture
- Noix du Brésil
- Autres produits extractivistes

B. Perception, représentation et appropriation de l'espace

L'identité *quilombola* et ses implications sur le rapport au territoire

La reconnaissance du statut de terres *quilombola* a conféré à la communauté d'Abui une sécurité foncière dont les incidences sont multiples. Elle assure la continuité de l'accès aux ressources naturelles existantes sur le territoire et avec cela, le maintien des activités traditionnelles d'agriculture et d'extractivisme. Aujourd'hui, Abui, comme la plupart des communautés *quilombolas* du Trombetas est en phase de croissance démographique. Ainsi, les familles occupent de façon de plus en plus intensive les terres libres autour du lac mais aussi celles disponibles vers l'intérieur en longeant les *igarapés* (rivières pérennes ou semi-pérennes).
Par ailleurs, cette sécurité foncière semble déclencher de nouvelles dynamiques productives qui s'observent notamment par l'augmentation de l'élevage bovin ou la négociation d'accords avec des entreprises forestières. Dans le second domaine, le statut de la terre place potentiellement ses habitants en position de force car toute exploitation forestière doit obtenir leur accord. Cela réduit les risques d'exploitation sauvage et illégale des forestiers, même si la population locale possède des moyens de contrôle réduits sur l'ensemble de son territoire. En ce qui concerne l'élevage, de nombreuses interrogations restent en suspens. Dans le reste de l'Amazonie, la progression du cheptel chez les petits producteurs ruraux entraîne systématiquement une hausse de la déforestation, lorsque celui-ci atteint un nombre suffisant et devient économiquement rentable, les familles placent un vacher sur place et partent s'installer ailleurs, généralement en ville (Reboratti, 1990; Smeraldi et May, 2008). Si la filière bovine arrivait à se développer dans cette région difficile d'accès et si les habitants d'Abui investissaient massivement dans cette activité, il se pourrait donc que les modes d'occupation de l'espace évoluent sensiblement.
En parallèle de la sécurisation de la terre, la reconnaissance officielle du statut de « *quilombola* » entraîne également des transformations plus "immatérielles" dans le rapport à la communauté et à l'espace. D'une part, elle apporte une certaine fierté ethnique ; d'autre part, elle entérine leur manière traditionnelle d'occuper l'espace, que les habitants ont qualifié de « système » *quilombola*. Plusieurs témoignages récoltés sur le terrain corroborent le premier point. L'apparition du « titre » de *quilombola* est associée à un certain nombre d'avancées, notamment foncières. De fait, le changement de statut foncier élève ces communautés au rang de propriétaire terrien, et à ce titre leur confère une once de pouvoir, notamment symbolique. Les communautaires se sentent désormais mieux reconnus et respectés. Pour preuve, ils évoquent la manière dont des tiers s'adressent à eux : alors qu'auparavant on les désignait par le mot « noir » (*negros*), jugé dévalorisant, on s'adresse à présent à eux en les désignant comme *quilombola,* ou en éclaircissant la couleur : « *moreno* » (marron). Par ces termes, les personnes interrogées semblent ressentir moins de mépris lorsque l'on fait référence à elles, bien qu'elles considèrent qu'un racisme latent perdure.

B1- Représentations graphiques

Comme nous l'avons détaillé dans la section II.A, nos hypothèses initiales envisageaient que ce « système *quilombola* » était susceptible de s'exprimer par le biais de représentations graphiques des espaces fréquentés. Tout d'abord, cet outil nous a servi de « générateur de

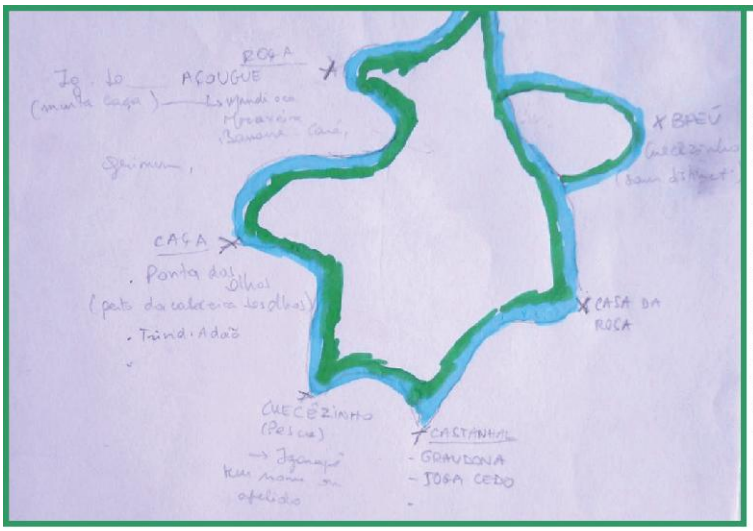
toponymes », et a rendu possible une familiarité avec l'espace plus rapide et générale que ne l'auraient permis des parcours participatifs.
Du terrain, nous sommes revenus avec une cinquantaine de dessins, que nous sommes encore en train d'analyser. L'objectif premier est d'en retirer une typologie, établie à partir de leurs caractéristiques « objectives », c'est-à-dire qui ne reposent pas sur une évaluation de l'observateur. Pour cela, nous avons opté pour une grille de lecture, traitée sous Sphinx, que nous joignons dans l'annexe n°2.
Celle-ci est composée de trois parties :

- La « Partie I – FORME », destinée à identifier les caractéristiques générales de la carte : perspective utilisée, forme, échelle, relation avec la réalité géographique, connexion des lieux entre eux ;
- La « Partie II – ELEMENTS REPRESENTES » s'attelle à décrypter les éléments utilisés pour composer la carte. L'objectif est de repérer dans la récurrence des éléments ce qui structure l'espace ou ce qui le symbolise (plantes, animaux, éléments hydrographiques).
- La « Partie III – CARACTERISTIQUES PERSONNELLES » vise à renseigner un certain nombre de variables dont on a supposé qu'elles déterminaient la pratique de l'espace et en conséquence, sa représentation.

Figure 1 : Exemples de cartes collectées – dessins et vue de face

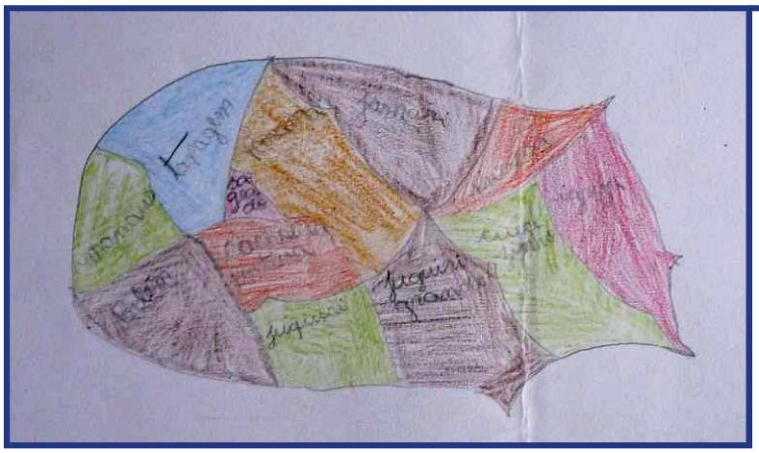
Comme le laissent apparaître ces deux exemples, les femmes ont davantage recours au dessin – et notamment aux maisons – pour représenter leur espace de référence, ce qui suggère une mobilité fortement liée à la sphère domestique.
On observe également que les jeunes et les femmes font plus souvent figurer des plantes et des animaux ou mettent en scène des personnes, alors que les hommes le font rarement et privilégient les vues de dessus voire des représentations qui se veulent plus précises notamment en ce qui concerne l'hydrographie (voir figure n°2).

Figure 2 : Exemples de cartes collectées – vues d'en haut et symbolisation



Cette carte est celle d'ue femme de 47 ans. Elle a commencé par tracer une forme, qui a priori ressemble à celle du lac, mais en fait ne le représente pas, car le périmètre est restreint à l'igarapé Quecêzinho, représenté comme un ensemble fermé. Chaque pointe correspond à un endroit dans lequel se pratique une activité du quotidien, activités qu'elle a identifiées d'elle-même : sa maison, ses champs, la châtaigneraie, le breú, la chasse, la pêche. Cependant, elle-même ne participe pas à toutes ces activités (elle ne chasse pas, ne va pas au breú).
Les pointes dessinées ne cherchent pas réellement à respecter leur disposition dans l'espace. On remarque les couleurs bleu et vert, représentant les eaux et les arbres, qui forment le paysage et ferment le système.

Carte de type "spontané", d'un homme de 43 ans., dessinée rapidement, sans aucun nom, que nous avons complétée ensemble, car l'enquêté écrit avec difficulté. Le dessin est centré sur le lac, bien situé au centre de tous les *igarapés* principaux et s'étend jusqu'au lac d'Abuizinho. En nommant les lieux, le dessinateur a fait systématiquement la distinction entre la nature des cours d'eau et en a mentionné cinq types (*boca, cabeceirinha, igarapé, paraná, boca do Paraná*). Une autre distinction se retrouve sur la carte, entre les igarapés qui donnent directement sur le lac, nommés par leur nom (Paulo, Macôca, Marreca, Igino), et ceux pour lesquels il n'avait dessiné que l'entréen la « boca ».
Aucune maison n'est représentée, à l'exception de la sienne et de celle de son frère Domingos, qui marque l'entrée de la communauté. Il a également placé sa roça, et a manifestement cherché à respecter la disposition des lieux dans l'espace. Cette carte semble refléter la vision d'une personne ayant une vue d'ensemble et la capacité de situer les lieux les uns par rapport aux autres.



Cette jeune fille de 14 ans a commencé par dessiner un contour au hasard, dans lequel elle a tracé des cases, sans en prédéterminer le nombre. Elle a ensuite écrit le nom d'un lieu dans chacune des cases, qu'elle a coloriée d'une couleur différente. De gauche à droite, elle a commencé par le nom des lieux les plus lointains où elle rêve d'aller (villes : Manaus, Belém), ensuite les autres communautés où elle est déjà allée (Tapagem, Sagrado, Cachoiera, Juquiri, Paraná), et enfin les lieux qu'elle fréquente au sein de la communauté d'Abui. Elle a expliqué qu'ils avaient fait un travail de ce type à l'école, ce qui explique que sa carte ressemble très fortement à deux autres recueillies

B2- Nomination de l'espace

Le recours aux dessins s'est révélé un formidable outil de discussion et d'information sur la nomination de l'espace, révélatrice d'une part des processus d'occupation de la zone, mais également de certaines modalités d'appropriation et d'intériorisation du territoire.
Ainsi, l'étude des toponymes apporte des pistes sur les personnages qui ont exercé une autorité particulière dans la communauté. Par exemple, l'Île du *Careca* (Île du Chauve) fait référence au surnom d'un ancien commerçant de noix du Brésil, qui y avait installé son magasin principal. Autrement, certaines dénominations constituent un hommage à ceux qui ont joué un rôle pionnier dans l'occupation : les noms d'Igino ou d'Adão font référence aux premiers habitants désignés, installés dans les années 1940.
La prédominance de ce genre de toponymes « humains » semble indiquer une occupation récente, dans la mesure où ils font pour l'essentiel référence à des personnalités qui ont été connues par les habitants les plus anciens, et ne remontent pas à plus d'une ou deux générations.
Cependant, ces habitants ont-ils nommé des « lieux sans nom » ? Que savons-nous des formes passées de nomination de ces espaces ? En effet, si les toponymes sont parfois attribués par les premiers occupants, on a par ailleurs pu observer que la toponymie est susceptible d'évoluer d'une génération à l'autre, du fait de l'installation de nouveaux habitants ou d'événements importants. Ainsi de l'Île du *Careca*, débaptisée à la fin des années 90 pour être renommée « Île de la Communauté » lorsque le centre communautaire et l'église y ont été bâtis. On assiste ici à une volonté de donner une nouvelle valeur symbolique aux lieux : on gomme l'époque de la servitude aux patrons pour y ancrer l'ère de l'organisation communautaire autonome…

Aux côtés de ces toponymes « humanisés » dont on connaît l'origine, certains noms dont les habitants n'ont pas su conter la filiation semblent faire émerger une histoire plus ancienne de l'occupation de la zone, remontant à une époque où les populations *quilombolas* étaient établies en aval de Cachoeira Porteira (jusqu'à la fin du XIXe s.).
Prenons l'exemple des igarapés « Quecêzinho » et « Quecê Grande ». Que signifie donc le terme « Quecê » ? S'il a perdu son sens dans le lexique portugais, ce terme signifie « blanc » en langue arawak (Dick, 1992). On peut donc supposer que ces cours d'eaux étaient dénommés « Fleuve blanc » (Quecê Uêne en langue arawak). La seconde partie du toponyme aurait été perdue tandis que la première, « Quecê », aurait perduré malgré le déclin de la langue arawak, et indépendamment du sens véhiculé. Comment cet élément de toponymie s'est-il transmis ? Cette question demeure sans réponse véritable. Il est toutefois intéressant de noter qu'on le retrouve à l'époque contemporaine, flanqué des suffixes portugais « *zinho* » (petit) et « *grande* » (grand). On assiste ainsi à la formation d'un toponyme hybride, composé d'éléments linguistiques de provenances amérindienne et portugaise, comme on en observe dans l'ensemble du Brésil (Dick, 1992).

Différents ordres de toponymes

De façon plus fine, on distingue plusieurs niveaux de toponymes qui se superposent.

1- Les toponymes génériques « officiels », admis comme stabilisés et supposés être connus par tous. Ils sont désignés par les répondants comme « noms » de lieux. Il s'agit de noms

génériques faisant référence à des lieux « englobants » (à l'image des "quartiers" d'une ville), dans lesquels ont pourra ensuite identifier plus subtilement d'autre endroits (l'équivalent des "rues" ou autres points de repère). Il s'agit en fait des grands noms génériques liés aux grands *igarapés* ou lacs (Paulo, Marrecas, Quecêzinho, Igino, etc.)

2- Les toponymes « officieux », qui sont reconnus comme « surnoms » des lieux (*apelidos*). Les enquêtés ne les ont évoqués qu'après avoir pris la précaution de préciser qu'ils utilisaient ces noms entre eux, sans être sûr qu'ils aient été officialisés. On descend alors à un degré de précision supplémentaire par rapport aux toponymes désignés comme « officiels » : il s'agit, par exemple, des noms des *pontas de castanhais* (zones de collecte de la noix du Pará où les noyers se trouvent en grande densité). Ces noms, bien que non officialisés, font néanmoins l'objet d'un certain consensus au sein de la communauté, comme nous l'avons observé lors d'exercices collectifs de cartographie, où les débats à ce sujet ont été limités.

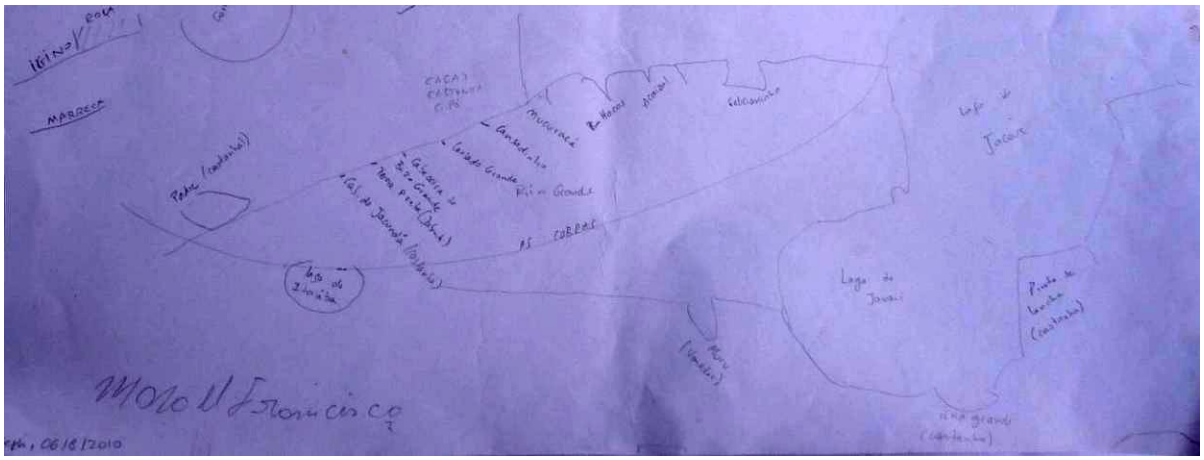
3- Les toponymes « personnels ». Le cercle des usagers de ces noms se restreint encore, apparemment aux membres d'une unité domestique ou à des groupes d'usage commun. En effet, on observe que les habitants prennent d'eux-mêmes l'initiative (voire l'habitude) de nommer certains lieux, qui d'une part sont de taille réduite, et d'autre part se trouvent soit dans leur environnement proche (abords de la maison), soit sont (dans) des lieux qu'ils fréquentent régulièrement (par exemple une crique ou une châtaigneraie). Si dans les deux cas la nomination marque une forme d'appropriation de l'espace, dans le premier exemple, cet acte suggère un attachement sentimental ou symbolique au lieu, tandis que dans le second cas, la nomination semble naître d'un usage pratique, du besoin d'identifier et de désigner des lieux d'usage commun.

Pour illustrer le premier exemple, on pense au nom de « Santa Maria » donné par un habitant à l'emplacement de sa maison, ou au nom de « Santo Antonio » donné par un autre au point d'accostage de la maison familiale. Demande de protection de la famille au saint de prédilection ?

Pour illustrer les cas où la nomination procède d'un besoin d'identification et de désignation du lieu, on pense notamment aux noms individuels donnés aux pieds de noix du Brésil (*castanheiras)*. Différents processus aboutissent aux choix des noms attribués : en référence à un événement marquant ("*da cobra*" ; "*jabota*") ou récurrent lors de la collecte ("*Mingau*", celle où l'on s'arrête pour goûter), relatif à l'environnement ("*do cupu*" [à proximité d'un pied de *cupuaçu* (*Theobroma grandiflorum*)] ; "*Tapiu*", "*Reino da Sauva*" [présence de guêpes, de fourmis], "*da subida*", "*da baixa*" [dans une montée/descente]) mais surtout à une qualité de l'arbre ("*Graudona*", "*Miudinha*", "*Filhotão*" [en référence à la taille des cabosses] ; "*Joga Cedo*", "*Dezembro*" [arbre qui portent tôt les fruits] ; "*do doce*" ; "*Chata*" [cabosse aplatie], "*Mole*" [cabosse/noix molle], "Baixa" [arbre de petite taille] etc.). Ces noms traduisent tant la fréquentation assidue des lieux que d'excellentes qualités d'observations.

Sur la carte n°5 (dessinée par un de nos répondants et représentant le Lago do Jacaré), on peut observer comment ces différents niveaux de toponymes s'imbriquent.

Carte 5 : Détail dans les toponymes utilisés dans les zones de collecte de noix du Pará



Toponymes en place et processus de nomination

Lago do Jacaré	La châtaigneraie ; toponyme officiel générique et englobant
Felicianinho, Açaizal, Baltazar, Mucuracá, Cansadinho, Cansado Grande, Cabeceira do Biza Grande	Chemins de collecte au sein de la châtaigneraie, noms utilisés par les répondants pour identifier les lieux entre eux, noms publics mais « officieux », connus dans un cercle restreint.
Cabeceira do Jacundá	Nom donné par l'enquêté et ses frères lors d'un séjour avec ses parents, en référence à des poissons pêchés et qui ont servi à composer le premier dîner pris sur place. L'enquêté a ensuite transmis le « surnom » du lieu a ses enfants, parce qu'il continuait à les y amener régulièrement –l'entretien du nom dépend de la régularité de fréquentation ; la diffusion de l'ampleur de la fréquentation.

B3- Perception du changement : vivre le territoire, le point de vue des différentes générations

Des entretiens de fond ont été menés auprès d'acteurs plus prolixes afin de comprendre ce qui avait pu changer dans la façon de vivre, utiliser ou percevoir l'espace au cours du temps. Évidemment, comme toute question faisant appel à une opinion, les réponses obtenues varient grandement : tous ne sont pas d'accord sur l'évolution de certains phénomènes y compris d'une génération à l'autre. Nous avions renoncé à poser la question de manière systématique pour éviter certaines « prises de position générationnelles ». Il est admis dans les sciences s'intéressant à la cognition que les discours sont parfois stéréotypés quand une génération est invitée à s'exprimer sur les connaissances ou la façon de faire de la précédente ou de la suivante. Les anciens auront ainsi tendance à considérer que les jeunes en savent qu'eux-mêmes au même âge, même si cela est loin d'être vrai (O'Brien, 2010). De leurs côtés, les jeunes générations auront une tendance à considérer qu'elles font mieux que les précédentes, se

sentant plus informées et considérant certains savoirs et techniques comme archaïques (Weiss et al., 2006). Afin d'éviter ces discours stéréotypés, nous avons cherché à orienter les entretiens sur des questions précises auprès d'acteurs plus ou moins objectifs et « fiables » : les techniques de chasse, de pêche ou d'extractivisme, les espèces cultivées ou encore les remèdes traditionnels (sans évoquer les espèces utilisées en elles-mêmes, seulement la connaissance globale à leur sujet).

L'engagement communautaire

Ce qui fait l'unanimité chez les deux groupes de population (jeunes et anciens) est le manque de participation des jeunes à l'organisation sociale de la communauté. Il existait des groupes de jeunes pour les former aux différentes formes de luttes et à la coordination communautaire mais ceux-ci sont en train de péricliter. Concernant les raisons de ce déclin les anciennes et les nouvelles générations se renvoient tour à tour la responsabilité. Les anciens évoquent le manque de motivation des jeunes, les jeunes le manque d'encouragement et d'opportunités offertes par les anciens. L'absence de leaders jeunes, ayant des connaissances sur les tenants et les aboutissants de la lutte sociale, peut s'avérer problématique pour les années à venir, ne serait-ce que pour l'obtention de certains bénéfices sociaux…

Ce manque de renouvellement du leadership communautaire semble s'expliquer par le fait que la sécurité foncière est à présent garantie. De fait, la problématique a changé entre les générations : pour la génération des anciens, il s'agissait de « gagner, s'approprier, de faire valoir ses droits sur le territoire. L'organisation communautaire et le regroupement associatif était pour cela des instruments indispensable. Pour les plus jeunes, qui ont n'ont pas connu cette lutte, l'engagement communautaire ne présente pas les mêmes enjeux, et la problématique du développement local et de la protection du territoire les mobilise peu. D'autre part, la question du mouvement des jeunes vers la ville, notamment pour y continuer leur scolarisation, est de ce point de vue problématique, car ce déplacement les éloigne généralement des enjeux communautaires.

L'usage des ressources naturelles

Ensuite, dans le passage entre générations, l'usage des ressources naturelles est évidemment la question la plus controversée. L'évolution du stock de la faune terrestre et fluviale tout comme celle de l'agriculture ne font pas l'unanimité, indépendamment de l'appartenance à un groupe générationnel ou à l'autre. Pour les ressources cynégétiques ou halieutiques, certains évoquent des raréfactions plus ou moins ponctuelles, d'autres ne voient pas d'évolution dans cette direction. Il est difficile d'établir des regroupements mais il semble que les plus anciens rejoignent en ce point les plus jeunes. Pour les jeunes individus cela peut s'expliquer par le rôle de l'école et de l'éducation environnementale professée par l'Institut Chico Mendes. Pour les plus anciens, si l'on part du principe que leurs discours sur la manière de faire de leurs fils et petit-fils ne sont pas forcément stéréotypés, on peut considérer qu'ils ont effectivement une vision historique de l'évolution des ressources et qu'ils ont pu observer la raréfaction de certaines espèces. Au niveau des surfaces agricoles, les plus anciens évoquent souvent une plus grande productivité dans les temps passés (ils parlent de *fartura*, ce qui signifie abondance). Cette baisse dans la productivité pourrait hypothétiquement être due à une mauvaise conduite des *roças* (temps de repos trop court entre deux cycles de cultures, usage intensif des surfaces plus productives) mais il ne faut pas négliger non plus des aléas naturels (prolifération de fourmis à certains endroits). Leurs fils et leurs petits-fils considèrent eux que la situation

agricole est meilleure, car ils se basent sur un autre critère : la variété des espèces cultivées. Objectivement, l'alimentation des populations est peu diversifiée, en dehors des tubercules et des bananes, les fruits et les légumes sont peu nombreux. Si les jeunes générations s'expriment en faveur d'une amélioration actuelle des surfaces cultivées, cela est dû aux projets locaux de développement durable visant à l'implantation de systèmes agroforestiers, bien que ces derniers ne soient pas encore productifs. Avec l'arrivée des moteurs à essence puis celle des bateaux communautaires, dont l'entretien est largement soutenu par les municipalités, les échanges avec la ville sont plus nombreux. Certains anciens considèrent que cette ouverture sur la ville a peu à peu conduit à une perte d'autonomie des communautés sur le plan alimentaire et matériel. Selon eux, beaucoup de choses pourraient être produites et fabriquées sur place mais les jeunes générations sont accusées de fainéantise, l'achat en supermarché étant beaucoup plus facile : « Les jeunes d'aujourd'hui doivent être plus travailleurs. Car un travailleur ne souffre par de la faim…si nous ne réunissions tous et disions « allons planter du café, de la canne au sucre… Avec 100 pieds de café seulement on n'aurait plus besoin de l'acheter… » (un habitant appartenant au groupe des anciens). Cette citation souligne une autre conséquence de l'ouverture sur la ville et du recours aux produits de la grande distribution, outre la perte d'une certaine autosuffisance, les solidarités locales, comme les travaux agricoles en commun ont également tendance à se réduire.

D'une manière générale, jeunes et anciens ont évoqué une évolution des techniques de chasse, de pêche ou dans la manière de pratiquer l'extractivisme. Les bateaux à moteurs ont facilité les déplacements, les lignes de pêche rendent les prises plus aisées durant la période des hautes eaux… Afin de contrebalancer le discours des plus anciens sur le fait que les jeunes générations ont une tendance à avoir un impact plus important sur la nature, celles-ci ont évoqué leur rôle positif dans l'abandon de pratiques dommageables. C'est le cas de la collecte de la copaíba qui nécessite une incision de l'écorce pour en collecter la sève. Or, si celle-ci n'est pas rebouchée correctement, l'arbre se vide et meurt. Les anciens avaient tendance à ne pas reboucher l'incision, les jeunes générations disent avoir montré l'exemple. Au vu des discours tenus par certains de nos interlocuteurs, l'adoption des techniques de rebouchage répond à un souci économique. La valorisation commerciale de la copaíba les a forcés à rompre avec les formes prédatrices d'extraction et à préserver cette ressource.

La pratique de l'espace

En ce qui concerne les facteurs de changement dans la façon de parcourir, utiliser et ressentir l'espace, nous nous attendions à ce que la modernisation et les règles environnementales aient un poids décisif. Pour les mesures de protection de l'environnement, les impacts sont assez mitigés. Il est vrai que pour les plus anciens, la délimitation des aires protégées et les expulsions qui s'en sont suivies ont été à l'origine d'un véritable traumatisme. En raison de ce lourd passif, les règles environnementales et ceux qui sont censés les faire respecter sont mal vus. Pour les adultes entre 30 et 50 ans, qui ont pu vivre ou non les conflits liés à la délimitation de la réserve biologique (la REBIO a été la première aire protégée et la plus restrictive), les opinions sont plus partagées. Si la plupart d'entre eux voient dans les règles imposées une atteinte à leur développement économique ou à leur subsistance, ils déclarent accepter celles qui ont été négociées avec eux. Par exemple, en évoquant les dispositifs concernant le prélèvement des espèces fluviales avec l'un des coordinateurs de l'association locale, celui-ci considère que la prohibition autour des œufs de tortue est une mesure

acceptable car elle a fait l'objet d'un dialogue. Par contre, les interdictions saisonnières de pêche concernant certains poissons, imposées de manière technocratique et sans tenir compte des spécificités locales, sont ineptes à ses yeux. Malgré des discours parfois très négatifs envers les mesures de protection environnementale, celles-ci ne sont globalement pas respectées et affectent peu les pratiques des populations. La chasse de nuit, normalement interdite, est très répandue, et le braconnage dans la REBIO est largement admis par nos interlocuteurs. En ce sens, il ne semble pas y avoir eu de changements très significatifs dans la façon d'utiliser les ressources naturelles. Elle affecte néanmoins leur rapport à l'autorité et à la légalité, suscitant un sentiment d'incompréhension et de marginalisation. Les plus jeunes, plus instruits et familiarisés avec les problématiques environnementales par l'école, semblent davantage saisir les enjeux de la protection. Ils évoquent le fait que celle-ci est utile pour l'avenir de la communauté et la subsistance de ses habitants.

L'école, vue comme un facteur de modernisation a donc une certaine incidence sur la façon dont les jeunes générations voient les pratiques extractivistes de leurs aïeux et parents, et aura probablement un résultat sur les leurs. Comme dans les autres zones rurales d'Amazonie brésilienne, l'école demeure un facteur puissant de sortie des communautés : soit parce que les besoins éducatifs poussent une partie de la famille à s'installer en ville (mère plus enfants) ; soit parce que les enfants, une fois formés, aspirent à un autre type d'existence. En ce qui concerne l'attrait de la ville, une grande partie des jeunes interrogés visent à une installation en milieu urbain, la communauté ne peut rivaliser avec les perspectives que cette dernière offre.
D'autre part, on observe que ces jeunes sont souvent victimes de projets d'avenir mal construits : l'accès à l'instruction et le désir de rester dans la communauté semble possible pour eux à travers la perspective d'un emploi de professeur dans l'école communautaire. Or ces ne sont pas multipliables à l'infini. Que fait-on lorsqu'on est instruit et qu'on ne trouve pas à s'employer localement ? Nous avons eu l'exemple d'une jeune d'origine rurale, devenu étudiante en psychologie, et qui a été contrainte de quitter Oriximiná car personne ne comprenait son métier et encore moins venait la consulter…
Comment aider les jeunes à repenser leurs perspectives d'avenir, comment leur suggérer que l'amélioration de l'instruction peut coïncider avec le développement local ? Une des pistes serait de former un corps de jeunes leaders, techniquement compétents (droit, comptabilité, techniques agricoles, communication, etc.) susceptibles de faire décoller les organisations communautaires locales, afin de les faire entrer dans une nouvelle ère.

Conclusion

En se concentrant sur un seul terrain et en s'essayant à une méthodologie novatrice construite autour des cartes mentales, le projet RUSTAM devait servir de rampe de lancement à des programmes de plus grande envergure, comme USART évoqué à plusieurs reprises dans ce rapport. Toutes les données collectées n'ont pas encore été traitées. Par exemple, la grille de lecture des cartes mentales présentée dans la section IV.B est en cours de finalisation, évoluant au fil des dépouillements des cartes et dessins obtenus auprès de nos interlocuteurs. Toutefois, des éléments pertinents sont apparus dans les différents thèmes de recherche explorés.

En ce qui concerne la façon dont les populations voient et vivent leur territoire, nous nous attendions à de grandes disparités intergénérationnelles. Celles-ci existent, comme nous l'avons vu précédemment, par exemple, les jeunes adultes s'émancipent de la tutelle parentale par des lieux de fréquentation quelque peu différents, notamment au niveau des plantations d'annuelles ou dans l'extractivisme des sèves et huiles. Mais la principale dichotomie est relative au genre. Les femmes ou les jeunes filles, ne s'aventurent que très peu seules hors des espaces fréquentés par leurs époux, leurs frères ou d'autres membres de la famille. Du moins, en ce qui concerne les activités de subsistance. Leur circulation au sein du territoire est souvent liée au reste de la famille, elle est en somme « domestique » car jamais vraiment éloignée du foyer principal ou de celui d'autres membres de la famille, voire des amies. Pour d'autres formes de circulation (questions de santé, achat/vente de la production dans les bourgs ruraux ou les villes), elles concurrencent ou supplantent les hommes.

Les cartes mentales et les discours produits autour de ces dernières ont mis en évidence de nombreux indices concernant cette dichotomie. D'une première analyse des cartes, il ressort que les hommes et les femmes représentent différemment les espaces fréquentés. Les hommes se rapprochent plus de la vue verticale (proche d'une carte) avec pour système de référence l'hydrographie ou les points de collecte liés à l'extractivisme. Les femmes, quant à elles, adoptent plutôt la vue de trois-quarts et se repèrent plutôt vis-à-vis des demeures ou des lieux de sociabilité (église, école), ce qui va dans le sens de la circulation « domestique » évoquée ci-avant. Elles ont plutôt tendance, comme les enfants, à faire figurer certaines espèces emblématiques comme les châtaigniers du Pará ou certains poissons (principale source alimentaire). Cette différence est difficile d'interprétation, s'agit-il d'une seule volonté d'esthétisme liée au mode de représentation ? D'un rapport différent à l'espace et à ses ressources naturelles ? Peut-on en conclure que les femmes s'intéressent plus aux plantes et aux animaux que les hommes, ou qu'elles y adjoignent une valeur symbolique beaucoup plus forte ? Cela reste difficile à dire dans l'état actuel de nos dépouillements. Toutefois les femmes ont fait preuve à certaines reprises d'une relation plus intimiste vis-à-vis des plantes, notamment des châtaigniers du Pará en les nommant précisément en fonction de leurs caractéristiques individuelles, ce que les hommes font plus rarement.

Au niveau des discours des uns et des autres sur les pratiques spatiales, nous avons remarqué la présence de nombreux préjugés sur les femmes qui, par exemple, sont souvent traitées comme incapables de se déplacer de manière autonome en forêt. Préjugés qu'elles contribuent souvent elles-mêmes à alimenter en évoquant leur peur de la forêt, de leur difficulté à se repérer, ce qui semble difficile à admettre lorsqu'elles décrivent précisément la position des châtaigniers dans les zones qu'elles exploitent… Les activités restent profondément sexuées :

les expéditions de chasse ou d'extractivisme demeurent interdites aux femmes. Les lieux où sont pratiquées ces activités sont connus de ces dernières à travers les récits de leurs époux, frères ou fils, ce qui constitue en quelque sorte un savoir « passif » supplémentaire sur le territoire.

Puisqu'il est question de « savoirs », rappelons qu'une grande partie de notre questionnement concernait la manière dont les pratiques spatiales et les connaissances territoriales ont évolué au cours du temps. L'étude de la toponymie, largement fondée sur l'histoire sociale, a montré que celle-ci évoluait assez facilement. Les références aux temps des patrons se sont rapidement estompées pour évoquer l'émancipation de la communauté : les lieux occupés par les fondateurs, l'île du centre communautaire… L'histoire des lieux et l'origine des dénominations vont être davantage questionnées lors d'une prochaine mission USART (juillet 2011), ce qui devrait donner lieu à de nouvelles remarques à ce sujet dans les mois qui viennent.

Comme pour toute population traditionnelle, la transmission des savoirs, croyances et techniques demeure une question importante. Les évolutions à ce sujet ont été nombreuses. De façon étonnante, l'histoire de l'esclavage n'est pas vraiment transmise d'une génération à l'autre. Théoriquement, celle-ci devrait être plus importante, si l'on part du principe qu'une grande partie de l'identité *quilombola* est basée sur la fuite des plantations et la vie (cachée) en forêt. Hors, peu de personnes interrogées y ont fait spontanément référence, les jeunes générations découvrent ce pan de leur histoire par le bais de leurs professeurs ou des mouvements sociaux, et non de leurs parents ou grands-parents. Ils ont par contre une meilleure connaissance des faits plus récents comme l'exclusion des zones dédiées à la conservation environnementale, la délimitation des territoires *quilombolas*… Ce qui fait qu'actuellement, chez les familles d'Abui, l'identité *quilombola* est très largement assimilée à l'octroi de privilèges fonciers. Ces droits fonciers sont peu, ou mal, associés à l'histoire lointaine de l'esclavage, mais plutôt entendus comme la reconnaissance d'un droit octroyé à des populations rurales marginalisées. Il se peut qu'avec l'élévation du niveau d'éducation et une certaine démocratisation des fondements historiques du mouvement *quilombola*, les nouvelles générations redécouvrent de plus en plus leurs racines profondes.

Au niveau des pratiques, certains savoirs liés aux plantes, notamment médicinaux, sont en train de péricliter de l'aveu des plus anciens par la relative facilité d'accès à la médecine moderne (dispensaires ruraux et déplacements en ville). Les jeunes, eux, mettent en avant le fait que leur façon d'utiliser les ressources naturelles est moins prédatrice que celle des anciens. Les adolescents démontrent une préoccupation environnementale plus marquée, liée aux activités éducatives menées dans ce domaine par l'Institut Chico Mendes. Ces évolutions sont associées à un grand nombre de facteurs que nous avons évoqués précédemment : l'accès plus aisé à la ville, l'augmentation du niveau d'éducation, l'inclusion dans une certaine économie de marché et dans des réseaux de coopération sociale intervenant à plusieurs échelles, jusqu'à l'international.

De nombreuses questions restent ouvertes quant à l'évolution future d'Abui. Sur le plan social, l'absence d'une nouvelle génération de leaders risque de s'avérer problématique dans une période où les territoires spéciaux accordés aux populations traditionnelles continuent d'être décriés par de nombreux acteurs politiques et économiques. Sur le plan économique, dans le contexte du Haut Trombetas et sans certification commerciale, la noix du Pará peine à être lucrative, et il se pourrait que les habitants de la zone soient tentés par l'élevage comme ailleurs en Amazonie. Ce qui n'est pour l'instant qu'une activité complémentaire, très fortement

circonscrite à quelques familles, pourrait éventuellement se répandre et avoir de sérieuses influences sur les paysages et l'environnement. En revanche, si la coopérative parvient à être effective et à accéder aux marchés distants et différenciés (certification, commerce équitable), l'élevage pourra peut-être demeurer une simple activité complémentaire. Sur le plan démographique, nous avons vu que malgré le relatif désenclavement de la zone et des échanges avec la ville plus fréquents, les personnes d'Abui continuent d'y vivre. L'exode rural des jeunes est encore contenu au vu de la disponibilité en terres et du manque de formation généralisé des habitants, ce qui limite leur accès aux emplois urbains. Avec la progression de l'éducation et l'existence d'un réseau de personnes originaires d'Abui dans les villes voisines, il se pourrait que la donne change avec les nouvelles générations.

Les questions demeurées en suspens ou celles qui sont apparues au cours du traitement des données collectées seront étudiées au travers du programme USART. Une deuxième campagne de terrain est prévue au cours de l'été 2011 à ces fins. Comme le programme USART repose sur la même méthodologie et qu'il inclut d'autres terrains au Brésil et en Guyane Française, la situation d'Abui pourra être replacée dans des perspectives plus générales, afin de voir si les dynamiques observées sont semblables ou non d'un contexte à l'autre. La deuxième campagne de terrain aura une autre finalité : montrer comment nous sommes passés des représentations graphiques et des discours locaux sur le territoire à des cartes plus classiques utilisées en géographie. Cela servira à montrer comment les savoirs vernaculaires et scientifiques sont amenés à se rencontrer et à s'enrichir l'un l'autre. En effet, notre connaissance des toponymes et de la fréquentation des lieux n'aurait pu être aussi détaillée sans le concours des hommes et des femmes interrogés. De même, les populations locales savent dans l'absolu où commence et où se termine leur communauté mais n'ont pas conscience de la véritable dimension géographique de ces limites, notamment en ce qui concerne leur positionnement exact. Leur offrir une autre vue de leur territoire, en passant de l'horizontal au vertical, peut également être enrichissant à observer : dans quelle mesure arrivent-ils à passer de l'une à l'autre ? Quels sont les éléments qui pourraient manquer à leurs yeux dans une « spatiocarte » classique (éléments paysagers, bâti…) ? Soit de nombreuses autres perspectives de dialogue.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

· AASE Tor H., 1994, "Symbolic Space: Representations of Space in Geography and Anthropology", Geografiska Annaler. Series B, Human Geography, Vol. 76, No. 1, p. 51-58

· ACEVEDO MARIN, R.; 2004; "Camponeses e conflitos sócio-ambientais na região do Trombetas", Paper do NAEA, n°169, junho de 2004, en ligne : http://www.ufpa.br/naea/gerencia/ler_publicacao.php?id=81

· ACEVEDO, R.; CASTRO, E.; 1997; "Práticas agro-extrativistas de grupos negros do Trombetas" in CASTRO, E.; PINTON, F.; Fáces do trópico úmido: conceitos e novas questões sobre desenvolvimento e meio ambiente, Belém: NAEA/UFPA

· ADAMS, C.; MURRIETA, R.; NEVES, W.; HARRIS, M. (Eds.), 2006, Amazon Peasant Societies in a Changing Environment : Political Ecology, Invisibility and Modernity in the Rainforest, São Paulo : Annablume.

· ALBERT B. et LE TOURNEAU F.M., 2007, "Ethnogeography and Resource Use among the Yanomami", in Current Anthropology, Vol. 48, n°4 pp. 584-592

· ALPHANDERY P. et BERGUES M., 2004, « Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot » Ethnologie française, XXXIV, 1, p. 5-12

· ARAÚJO R., 2006, « De la "Communauté" aux "populations traditionnelles" : aspects de la modernité amazonienne », communication, colloque Des Catégories et de leurs usages en sciences sociales, Paris, décembre.

· AUBERTIN C. et PINTON F., 2006, « De nouvelles frontières du développement durable : la construction des espaces de droits en Amazonie brésilienne » Colloque international "Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues" Montpellier

· BACO, M.N. et al., 2007. « Les savoirs paysans traditionnels conservent-ils encore l'agrobiodiversité au Bénin ? ». *Biotechnologies, agronomie, société, environnement*, vol 11, n°3, pp. 201-210

· BALÉE W., 1994, Footprints of the Forest, Columbia University Press, New York

· BELLEAU J-P., 2007, Sociologie du mouvement indien au Brésil : une approche à partir de la théorie du processus politique, Thèse de Doctorat, Paris III, IHEAL

· BENSA A. et FABRE D., 2001, Une Histoire à soi – Figurations du passé et localités, Editions de la MSH - Mission du Patrimoine ethnologique, « Ethnologie de la France » n°18

· BERQUE A., 1982 : Vivre l´espace au Japon, PUF, Paris

· BONNEMAISON J., 1986 « Les fondements d'une identité : territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu » . Travaux et Documents de l'Orstom, n°201, Paris ; tome I : L'arbre et la pirogue . en ligne 540 p.; tome II : Les hommes-lieux et les hommes flottants , 618 p.

· BUCHILLET D., 2002 « Droits constitutionnels, ressources génétiques, protection du patrimoine génétique et des savoirs traditionnels des populations indigènes », Journal de la Société des Américanistes, 88, pp.245-260

· CAILLON S., DEGEORGES P., 2005, « Biodiversités, quand les frontières entre culture et nature s'effacent…. », Ecologie & Politique, n°30, pp. 85-95

· CAVIGNAC, J., 2005, "Um mundo encantado: memória e oralidade como patrimônio imaterial" in : Carnaúba dos Dantas, terra da música. Inventário do

patrimônio imaterial de uma cidade do sertão do Rio Grande do Norte . C. dos Dantas: Petrobras Cultural / Carnaúba dos Dantas, 2005

· Clube de Engenharia de Rio de Janeiro, 1922, "Carte internationale du monde – América do sul – Brasil ; Folha Santarém, S.A.-21 ; 1 : 1 000 000 "; Rio de Janeiro

· COLLIGNON B., 1996, Les Inuit: ce qu´ils savent du territoire. L´Harmattan, Paris,

· COUDREAU, O. ; 1900 ; Voyage au Trombetas, 7 août 1899-25 novembre 1899 ; Paris : A. Lahure

· CPI-SP, 2010 ; http://www.cpisp.org.br/html/historia.html#titulacao

· CPI-SP, 2010, « Titulação »; http://www.cpisp.org.br/html/historia.html#titulacao

· DENEVAN W., 1983, "Adaptation, Variation, and Cultural Geography", The Professional Geographer, Volume 35, Issue 4, November, p.399-407

· DESCOLA P., 1986, la Nature domestique : symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar, Fondation Singer-Polignac, Edition de la Maison des Sciences de l'Homme

· DE ROBERT P., LAQUES A-E., 2003 : "La carte de notre terre" Enjeux cartographiques vues par les Indiens Kayapo (Amazonie brésilienne)", *Mappemonde* n° 69

· DICK, Maria Vicentina de P. A. Toponímia e Antroponímia no Brasil. Coletânea de Estudos, ª edição, São Paulo, 1992, 224 p.

· DIEGUES A.C. et ARRUDA R. (orgs.), 2001, Saberes tradicionais e biodiversidade no Brasil, Brasília: Ministério do Meio Ambiente, São Paulo: USP

· EMPERAIRE L. et LESCURE J-P., 1994, « Extractivisme et Conservation de la Biodiversité au Brésil » Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique. Appliquée., nouvelle série, Vol. (I), p.173-186

· FLEURY M. et MORETTI Ch. (eds.), 2006, « Recherche et Valorisation des produits de la forêt : quelle démarche équitable ? », Actes du colloque guyano-amazonien, Cayenne, 2-4 dec 2002, Editions Gadepam, 358 p.

· FLEURY M. et PONCY O., 1998, Conserver, gérer la biodiversité : quelle stratégie pour la Guyane ? in : Jatba, Revue d'Ethnobiologie, n°40 (1-2)

· Funes, E. A. (2004). Mocambos do Trombetas: Memória e Etnicidade (séculos XIX e XX). Os Senhores dos Rios. M. D. Priore and F. Gomes. Rio de Janeiro, Campus: 227-258.

· GALVÃO E., 1955, Santos e visagens – Um estudo da vida religiosa de Itá, Amazonas, São Paulo, Cia Editora Nacional

· GEFFRAY, C. (1995). Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne. Essai sur l'exploitation paternaliste. Paris, Editions Karthala.

· GERHARDT, Cl., 2008. Pesquisadores, populações locais e áreas protegidas: entre a instabilidade dos 'lados' e a multiplicidade estrutural das 'posições. Tese de doutorado em ciências sociais, Universidade de Rio de Janeiro, 542 p.

· GOMES, F. (1999). Fronteiras e Mocambos : o protesto negro na Guiana Brasileira. Nas Terras do Cabo Norte. Fronteiras, colonização e escravidão na Guiana brasileira - séculos XVIII-XIX,. Belém, Núcleo de Altos Estudos Amazônicos - Universidade Federal do Pará: 225-318.

· GOW P., 1991, Of mixed blood – Kinship and History in Peruvian Amazonia, Oxford, Clarendon Press

· GREISSING A., KOHLER F., LE TOURNEAU F.M., São Francisco do Iratapuru mécanismes de développement durable autour d'une activité traditionnelle,

Coll. « Documents du projet DURAMAZ », voir http://halshs.ccsd.cnrs.fr/DURAMAZ

· GRENAND P., (1980). Introduction à l'étude de l'univers Wayãpi: ethnoécologie des indiens du Haut-Oyapock (Guyane-française). Paris, SELAF.

· GROSSMAN L., 1977, "Man-Environment Relationships in Anthropology and Geography", Annals of the Association of American Geographers 67 (1), p.126–144

· GULLISON R.E., FRUMHOFF P.C., CANADELL J.G., FIELD C.B., NEPSTAD D.C., HAYHOE K., AVISSAR R., CURRAN L.M., FRIEDLINGSTEIN, JONES C.D., NOBRE C., 2007, "Tropical forests and climate change" in Science, n°316, pp. 985-986.

· HALL A., 2004, Extractive Reserves: Building Natural Assets in the Brazilian Amazon, Working Paper series 74, University of Massachussetts Arshent

· HURAULT J.-M., 2000, Quarante ans de modernité chez les Aluku de Guyane. Les peuples des forêts tropicales aujourd"hui, Vol. IV: Région Caraïbes. P. Grenand, Bruxelles, APFT, IV: 342-387

· IBGE/Conselho Nacional de Geografia, 1950, "CARTA DO BRASIL – Folha Santarém ; 1 : 1 000 000"; São Paulo

· IRVING M.A., 2006, "Le Parc National Montanhas de Tumucumaque (Brésil): un laboratoire pour la gestion de la biodiversité dans le cadre d'une coopération régionale en Amazonie?", Cahiers du Brésil contemporain n°63-64, p.233-256

· JOLIVET M.J. et LENA Ph., 2000, « Des Territoires aux Identités », in JOLIVET M.J et LENA Ph. (eds.), Autrepart - Logiques identitaires, logiques territoriales, n° 14, p.5-16

· KOHLER F., 2006, « Stratégies de l'identité chez les instituteurs Pataxó du Mont Pascal », in GROS, C. et KOHLER F. (eds), 2006, « Le monde sauvage et la terre des ancêtres : les Pataxó du Mont Pascal (Bahia, Brésil) », Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Número 7 - 2007, mis en ligne le 9 juillet 2007, référence du 18 décembre 2007, disponible sur : http://nuevomundo.revues.org/document12822.html

· LAURANCE W.F., COCHRANE M.A., BERGEN S., FEARNSIDE P.M., DELAMONICA P., BARBER C., D'ANGELO S., FERNANDES T., 2001, "The future of the Brazilian Amazon" in Science 291 (5503), pp. 438–439

· LIMA D. de M., 2002, « Éthique et politique environnementale en Amazonie contemporaine » Lusotopie 2002/1 : 13-23

· MAUÉS R. H., 1977, A Ilha encantada – Medicina e xamanismo numa comunidade de pescadores, Dissertação de Mestrado, Brasília

· MIKESELL M., 1967, "Geographic perpective in anthropology", Annals of the association of american geographers, vol. 57, n°3, pp. 617-634

· MORAN E. F.,1974, The adaptive system of the Amazonian Caboclo, in WAGLEY Charles, Man in the Amazon, New York, Columbia University Press

· Nasuti, S. (2005). Infrastructures industrielles et communautés: stratégies territoriales. Vallée de Trombetas, Etat du Pará - Brésil. IHEAL. Paris, Université Sorbonne Nouvelle-Paris III. Master: 93.

· O'Brien,C. 2010. "Do the really know nothing ? An inquiry into ethnobotanical knowledge of students in Arizona, USA". Ethnobotany research and applications, vol. 8, pp.35-48

· OLIVEIRA J.P. de (org), 1998, Indigenismo e territorialização – Poderes, rotinas e saberes coloniais no Brasil contemporâneo, Rio, Contracapa

· OLIVEIRA J.P. de (org), 1999, A Viagem da Volta – Etnicidade, política e reelaboração cultural no Nordeste indígena, Rio, Contracapa

· ORRU J.-F., (2001). Les communautés isolées de Guyane et la France: de la colonisation à la globalisation. Thèse de doctorat sous la direction de Claude Collin-Delavaud. Université de Paris IV.

· PARKER E., 1985, "Cabocloization: the Transformation of the Amerindian in Amazonia 1615-1800" in: The Amazon Caboclo: historical and contemporary perspectives, Virginia, College of William and Mary Perrault-Archambault, M. and O.T. Coomes. 2008. "Distribution of agrobiodiversity in home gardens along the Corrientes river, Peruvian Amazon" Economic Botany 62(2):109-126

· PINTON F. et EMPERAIRE L., 1992, « L'Extractivisme en Amazonie brésilienne : un système en crise d'identité », Cahier des Sciences Humaines 28 (4) : 685-703

· PINTON F. et LESCURE J-P. , 1993, Recherche et Revendication Sociale : un Exemple dans la Région du Jurua - (Etat d'Amazonas), Cahiers du Brésil Contemporain, n 21, p. 97- 109

· PINTON F., 2003, « Savoirs traditionnels et territoires de la biodiversité en Amazonie brésilienne », Erès, Revue internationale de Sciences Sociales, n°178, p.667-678

· PORRÓ, A.; 2008, "Notas sobre o antigo povoamento indígena do alto Trombetas e Mapuera" in Boletim do Museo Paraense. Emílio Goeldi, v. 3, n. 3, p. 387-397, set.- dez. 2008, Belém

· RADAM Brasil, 1976, "Folha Óbidos, SA-21-X-C; 1 : 250 000"

· Reboratti, C.E., 1990. « Fronteras agrarias en Amèrica Latina ». Geo *Crítica*, n°87, Universida de Barcelona, 34p.

· RIVAL Laura, 1993, « The Growth of Family Trees : Understanding the Huaorani perception of the Forest », Man, 28, p.636-652

· ROBERT P. de et LAQUES A.E., 2003, « La carte de notre terre : enjeux cartographiques vus par les Indiens Kayapo (Amazonie brésilienne) », Mappemonde 69.1

· SCHIPPERS, T .K., 2004. , « La cartographie, serpent de mer de l'ethnologie européenne », *Ethnologie française*, 2004/4, Vol. 34, p. 627-637.

· Smeraldi, R. et May, H, 2008. O *reino do gado. Uma nova fase na pecuarização da Amazônia*. São Paolo, Amigos da Terra, 39 p.

· WAGLEY Charles, 1974, Man in the Amazon, New York, Columbia University Press

· Wanderley, L. J. M. (2008). De Escravos Livres a Castanheiros "Presos": A Saga dos Negros no Vale do Trombetas. XVI Encontro ABEP, Caxambu - MG.

· Weiss, K et al., 2006. « Perception de l'environnement, conceptions du métier et pratiques culturales des agriculteurs face au développement durable ». Revue Européenne de psychologie appliquée, n° 56, pp. 73-81

ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire appliqué sur le terrain

Annexe 2 : Grille de lecture pour une typologie des cartes collectées

Annexe 1 : Questionnaire appliqué sur le terrain

IDENTIFICAÇÃO

1. *Código da casa*
2. *Sexo*
3. *Quantos anos você tem ?*
4. *Nome*
5. *Quantas pessoas moram na sua casa?*

Nome	Parentesco	Idadae	Comentários

6. *A onde o senhor/a senhora nasceu? (localidade, município, estado)*
7. *Ha quanto tempo que você chegou aqui? (na região, na comunidade)*
8. *Como foi que / Porque vc chegou na comunidade?*
9. *Ja conhecia alguem quando veiu pra ca? Quem?*
10. *Alguem na sua casa tem emprego formal ou aposentadoria?*
11. *Vc exerce algum cargo associativo (associação, sindicato, igreja...)? Qual?*

CONVIVÊNCIA E ATIVIDADES DENTRO DA COMUNIDADE

Condição de elaboração do mapa : 1. espontâneo; 2. a partir da lista; 3. pesquisador desenha/esboça; 4. não quer fazer

12. *Lugares/atividades*
13. *Como são os limites da comunidade?*
14. *Tem lugares que estão freqüentados somente pelos jovens? Você pode me dizer quais?*
15. *Tem lugares que estão freqüentados somente pelos mais velhos? Você pode me dizer quais?*
16. *Quais são os lugares onde se encontram os mais velhos e os mais jovens?*
17. *Tem lugares onde ninguem vai nunca ou proibido?*
18. *Tem lugares segredos?*

CONHECIMENTO DA COMUNIDADE

19. *Tem alguma árvore mais antiga do que as outras aqui nas redondezas? Ela foi plantada ou é nativa?*
20. *Qual o dia mais importante do ano?*
21. *Quem é o fundador da comunidade?*
22. *Quem conhece bem a região?*

MOBILIDADE FORA DA COMUNIDADE

23. *Fora da comunidade, quais as outras comunidades onde vc costuma ir?*

Nome do lugar	Motivo	Freqüência	Tempo passado no lugar?	Você fica na casa de quem?

24. *Você costuma ficar na cidade? Qua(is)? (3 cidades principais ser for o caso – Ordenar em função da ordem de citação)*

Nome	Motivo	Freqüência	Tempo passado	Você fica na casa de quem?

1

25. *Onde moram seus pais? Seus irmãos? Seus filhos?*

Irmãos e irmãs

	Nome	Mora em	Idade	Comentários
1				
2				
3				
4				
5				
6				

Filhos (quantidade)

	Nome	Mora em	Idade	Comentários
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				

26. *De todos os lugares onde vc já foi, qual o lugar onde você sonha de ir um dia?*
27. *Qual o lugar mais longe onde você já foi?*

Annexe 2 : Grille de lecture pour une typologie des cartes collectées

Typologie cartes collectées

2011 - USART

1. Indiquer le code de la carte [ ]

" Partie I - FORME "

2. De quel type de carte s'agit-il ?
- ○ 1. Carte spontanée
- ○ 2. L'enquêteur sert de dessinateur et suit les instructions de l'enquêté
- ○ 3. L'enquêteur dessine la base carto

3. Quelle perspective est utilisée ?
○ 1. Plan horizontal ○ 2. Plan vertical ○ 3. Mixte

4. Quelle forme est utilisée par le dessinateur pour représenter son espace de référence
☐ 1. Dessins figurant une réalité ☐ 2. Schéma ☐ 3. Carte
Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

5. Les différents lieux sont-ils connectés/reliés entre eux
○ 1. Oui ○ 2. Non

6. Le dessinateur a-t-il cherché à représenter la réalité géographique?
○ 1. Oui ○ 2. Non

7. Quelle échelle l'individu utilise-t-il pour définir son espace de référence ?
○ 1. Micro ○ 2. Meso ○ 3. Macro ○ 4. Supermacro

" Partie II - ELEMENTS REPRESENTES "

Quels éléments sont représentés sur la carte ?

8. Des animaux ?
☐ 1. réels ☐ 2. mythiques
Vous pouvez cocher plusieurs cases.

9. Des éléments végétaux?
☐ 1. castanheira ☐ 2. castanhal ☐ 3. mangueira
☐ 4. autres végétaux
Vous pouvez cocher plusieurs cases.

10. D'autres éléments naturels
☐ 1. soleil, nuages ☐ 2. autres
Vous pouvez cocher plusieurs cases.

11. Des éléments hydrographiques ?
☐ 1. lac d'Abui ☐ 2. igarapés / cabeceiras
☐ 3. autres lacs ☐ 4. rio Trombetas
Vous pouvez cocher plusieurs cases.

12. Des équipements collectifs ?
☐ 1. bateau ☐ 2. centre communautaire
☐ 3. école ☐ 4. église
☐ 5. campo futebol ☐ 6. autres
Vous pouvez cocher plusieurs cases.

13. Des équipements personnels?
☐ 1. maison ☐ 2. canoa ☐ 3. autres
Vous pouvez cocher plusieurs cases.

14. Des activités?
☐ 1. activités domestiques ☐ 2. collecte castanha
☐ 3. pratique d'autres extractivismes ☐ 4. pêche
☐ 5. roça ☐ 6. chasse
Vous pouvez cocher plusieurs cases.

15. Autres éléments représentés
[ ]

" Partie III - CARACTERISTIQUES PERSONNELLES "

16. Sexe du dessinateur
○ 1. Homme ○ 2. Femme

17. Âge du dessinateur [ ]

18. Rôle du dessinateur au sein du foyer
○ 1. Responsable de domicile ○ 2. Personne à charge

19. Pratique des activités extractivistes (au sens large)
○ 1. Oui ○ 2. Non

20. Exerce un emploi formel
○ 1. Oui ○ 2. Non